


RAPPORT CONSOLIDÉ DES  
**DIAGNOSTIC DE CONFLITS**

 **RÉGIONS**  
**ALAOTRA MANGORO**  
**ATSIMO ANDREFANA**  
**ANALAMANGA**  
**ANDROY**  
**ANOSY**

**Projet d'appui à la réconciliation nationale et la  
consolidation de la paix (PAPRECOP)**

AOÛT 2015

**SEARCH FOR COMMON GROUND MADAGASCAR**

**Avec le soutien du PNUD Madagascar et en étroite collaboration  
avec des organisations de la société civile nationale et régionale**

Rédigé par **RANDRIAMANDIMBISOA Fidimalala**

CONTACT:

**Koloina RANDRIAMIARY**  
Chargé de suivi-évaluation  
Email: [krandriamiary@sfcg.org](mailto:krandriamiary@sfcg.org)  
Tél: +261 20 22 493 40

**Hilde DEMAN**  
Directeur Pays  
Email: [hdeman@sfcg.org](mailto:hdeman@sfcg.org)  
Tél: +261 20 22 493 40



## TABLE OF CONTENTS

<b>1.</b>	<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>5</b>
<b>2.</b>	<b>CONTEXTE</b>	<b>7</b>
	2.1. Introduction	7
	2.2. Objectif d'un diagnostic de conflit	9
	2.3. Méthodologie	9
<b>3.</b>	<b>EVOLUTION RÉCENTES DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE</b>	<b>12</b>
	3.1. Contexte local	12
	3.2. Les conflits les plus récurrents dans les cinq régions étudiées	17
	3.3. Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence	26
<b>4.</b>	<b>MÉCANISMES POUR LA PAIX</b>	<b>26</b>
	4.1. Capacités en résolution de conflits	26
	4.2. Perception des différents acteurs sur la résolution de conflits	27
	4.3. Perception des autres acteurs par les communautés	31
	4.4. Espaces de dialogue	32
<b>5.</b>	<b>MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE</b>	<b>32</b>
	5.1. Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par population	32
	5.2. Perception de l'utilité et l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce	33
<b>6.</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>33</b>
	6.1. Pour la communauté	33
	6.2. Pour SFCG et le projet PAPRECOP	33
	6.3. Pour les PTF et pour les autres intervenants : ONG, OSC, etc.	34
	6.4. Pour l'Etat malagasy	34
<b>7.</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>35</b>

## LISTE DES TABLEAUX

<b>TABLEAU 1:</b> Les conflits recensés au niveau des Communes de 5 Régions cibles	5
<b>TABLEAU 2:</b> Répartition de cibles atteintes par outils	10
<b>TABLEAU 3:</b> Répartition des zones d'intervention du PAPRECOP 2015	10
<b>TABLEAU 4:</b> Résultats types par niveau d'influence tout conflit confondu	26

## GLOSSAIRE

- AMBATOVY:** Compagnie minière exploitant le nickel et le cobalt dans le district de Moramanga
- ANDRIMASOM-POKONOLA:** Sécurité villageoise
- ANGAP:** Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées
- APHIT:** Association des Personnes Handicapées Intellectuelles et Dynamiques de Toliara
- BIT:** Litt : Bureau Local du Foncier mais dans la Lettre de Politique Foncière on l'appelle Guichet Foncier Communal
- CIN:** Carte d'identité nationale
- CLAP:** Comité Locale d'Alerte Précoce
- CNPC:** Consortium National pour la Participation Citoyenne
- CREAM:** Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à L'analyse Economique à Madagascar
- DAHALO:** Bandes armées et organisées qui sont principalement des voleurs des zébus, surtout actifs dans « le Grand Sud » de Madagascar. Aussi appelé Malaso, selon les régions où ils sont actifs
- DINA:** Une convention collective des membres d'une communauté ayant pour finalité de vivre en harmonie. Un « dina » s'applique aux membres ayant adhéré et peut avoir l'homologation du Tribunal dans son application
- EI:** Entretien Individuel
- FANALAMANGA:** Société nationale exploitant le pin dans le District de Moramanga et d'Amparafaravola
- FGD:** Focus Group Discussion
- FIHAVANANA:** Traduction libre de la « cohésion sociale »
- FOKONTANY:** Une circonscription administrative la plus proche de la communauté. Un Fokontany est composé de plusieurs secteurs ou village
- JAMA:** Jeune Anti-Malaso
- KALONY:** Dahalo convertis devenus des sortes de quartier mobile assurant la sécurité communautaire
- LONAKA, OLOBE, TANGALAMENA, FILOHAMPOKONOLONA:** Les plus aînés dans la communauté qui jouent les rôles des autorités traditionnelles. Ils sont toujours consultés par la communauté pour la résolution des conflits sociaux
- MAGNEKE:** Evènement connecteur de la Région pendant les périodes de récolte durant lequel la communauté s'entraide tout en festoyant
- MNP:** Madagascar National Parks
- OSC:** Organisation de la société civile
- PAPRECOP:** Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix
- PCIA:** Peace and Conflict Impact Assessment
- PFNOSCM:** Plateforme Nationale des organisations de la société civile à Madagascar



**PNUD:** Programme des Nations Unies pour le Développement

**PTF:** Partenaire Technique et Financier

**QI:** Questionnaire Individuel

**SFCG:** Search for Common Ground

**TMS:** Tanora Mandroso Soa

**UNICEF:** United Nations Children's Fund

## 1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

SFCG met en œuvre le « **Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix** » dont l'objectif est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local.

Pour ce faire, SFCG introduit pour la première fois à Madagascar l'outil de diagnostic de conflits. Ce rapport est la synthèse des rapports de diagnostic de conflits menés dans les Régions d'intervention du PAPRECOP pour 2015, à savoir **Alaotra Mangoro, Atsimo Andrefana, Anosy, Androy et Analamanga**. L'équipe du SFCG a collaboré avec les représentant(e)s de la Société Civile issu(e)s de la PFNOSCM et CNPC, des plateformes régionales d'Alaotra Mangoro, d'Atsimo Andrefana, d'Anosy, d'Androy et d'Analamanga pour réaliser les missions de diagnostic.

Dans chaque Commune d'intervention du projet, [Cf. Tableau 2], les différentes sessions de diagnostic, à l'exception de Moramanga<sup>1</sup>, ont eu lieu dans 3 Fokontany, choisis de concert avec les acteurs locaux. 43 Focus Group Discussion<sup>2</sup> ont été menés, 96 Entretiens Individuels, [Cf. Annexe 3] et 451 Questionnaires Individuels ont été réalisés dans 45 Fokontany répartis dans 14 Communes. Les types de conflits identifiés présentent beaucoup de ressemblances mais des points spécifiques pour chaque Commune et Région sont observés. L'insécurité communautaire se manifeste sous diverses formes selon différents facteurs (situation géographique, tradition, activités économiques de la population...).

**TABLEAU 1:** Tableau des conflits les plus récurrents par région

RÉGION	CONFLITS
<b>ALAOTRA MANGORO (ZONE 1)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les conflits domestiques et/ou les conflits de ménages souvent liés à la migration, à l'alcoolisme et au mariage précoce</li> <li>Les conflits fonciers à l'instar des conflits liés à l'exploitation de la forêt ou à l'exploitation minière par la compagnie Ambatovy</li> </ul>
<b>ATSIMO ANDREFANA (ZONE 2)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les conflits fonciers</li> <li>Les abus de confiance et de pouvoir (mensonge, corruption, faux et usage de faux)</li> <li>Les conflits liés aux problèmes d'insécurité</li> <li>Les conflits de voisinage et domestique</li> </ul>
<b>ANOSY (ZONE 3)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les litiges fonciers</li> <li>Les conflits provoqués par des vols mineurs et des cambriolages</li> <li>Les conflits de génération</li> <li>Les conflits d'origine politique</li> <li>Les conflits engendrés par l'insécurité alimentaire</li> </ul>

1 Le diagnostic de conflit pour Moramanga s'est fait au niveau de 02 Communes mais des données d'autres communes issues de l'étude de base du projet MAZAVA mis en œuvre par SFCG en collaboration avec Ambatovy, le District de Moramanga et le Plateforme régionale des OSC a complété l'analyse

2 Sans les focus group du projet MAZAVA avec Ambatovy et SFCG

<b>ANDROY (ZONE 4)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les conflits fonciers</li> <li>• Les conflits de pouvoirs</li> <li>• Les conflits liés au Kéré (famine)</li> </ul>
<b>ANALAMANGA (ZONE 5)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les conflits politiques</li> <li>• Les conflits latents entre gouvernés et gouvernants à cause de la mauvaise gouvernance de la Commune</li> <li>• Les conflits de voisinage liés au non-respect des biens communs publics</li> <li>• Les conflits passibles de condamnation pénale, liés au tapage nocturne, aux vols mineurs et aux attaques à main armée et à la prostitution</li> </ul>

La **sécurité communautaire** des communes d'intervention est mise en jeu à cause des vols, de la violence physique volontaire souvent liée à l'alcoolisme, de la destruction des biens publics et même de la scission sociale dans la région d'Alaotra Mangoro. A Atsimo Andrefana, elle est fragilisée par les conflits fonciers, les conflits domestiques accompagnés des coups et blessures volontaires, les litiges entre voisins (vidange WC, bac ordure etc.), les abus de pouvoir sous toutes ses formes, les vols de zébus et de récoltes ainsi que la persistance de braquage de route et les conflits liés à l'accès aux ressources. Dans l'Anosy, ces facteurs défavorables sont constitués de vols des récoltes, des filets à pêche dans les villages des pêcheurs et des zébus perpétrés par les « dahalo ». Enfin, de par sa situation géographique classée zone suburbaine de la capitale, à Mahitsy, les communautés de base doivent faire face à la rancœur des voleurs vis-à-vis des communautés, aux attaques à main armée faites par des groupes des bandits organisés, et au règlement de compte entre les parties en conflits pour différentes raisons.

Des **mécanismes de résolution de conflits** sont adoptés par les communautés de base pour préserver la paix, la cohésion sociale et la sécurité communautaire. En général, pour les conflits jugés de moindre importance, les communautés accordent une importance au dialogue comme mécanisme de résolution de conflit. Quant aux conflits délicats, la saisie du système judiciaire (officier de police judiciaire et tribunal) est parfois engagée. Mais cette voie de recours est souvent jugée trop risquée par les communautés car elle risque de fragiliser la sécurité communautaire. Elle favorise les règlements de compte et des rancœurs après la décision du tribunal, ce qui met en jeu la cohésion sociale voire la sécurité communautaire. Pour Androy, le conflit remonté au niveau du tribunal est très rare.

Des **recommandations** ont été formulées par les communautés et elles sont adressées aux parties prenantes à l'amélioration de la sécurité communautaire et au renforcement de la consolidation de la paix pour un développement local équitable et durable. Elles portent essentiellement sur :

- Le renforcement du dialogue, de la collaboration et de la communication à tous les niveaux ;
- La création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans le but éradiquer l'oïveté, source de la délinquance et de conflits liés aux vols ;
- L'éducation citoyenne sur les droits et liberté de vote pour éviter la manipulation par les politiciens ;
- Le développement des connaissances de la population locale en matière des droits fonciers suivi d'une application de la gestion foncière décentralisée au niveau de la Commune ;
- La promotion des intérêts communs en prenant en considération les avis de la communauté dans la gestion de leur Commune ;
- Le renforcement de la transparence au niveau des dirigeants, des forces de l'ordre, du tribunal pour gagner

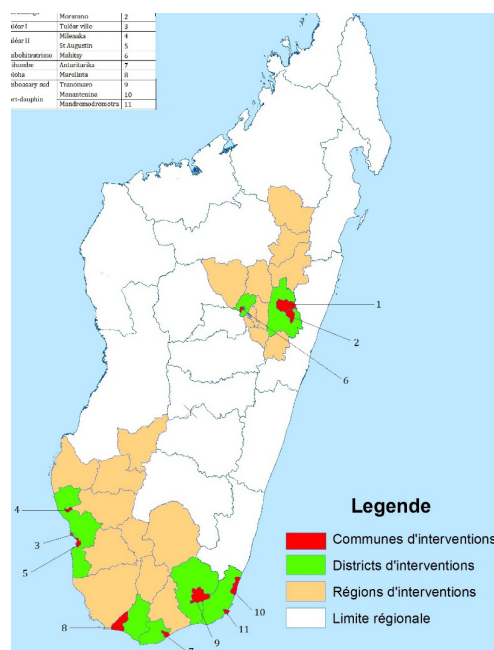
la confiance de la population ;

- La priorisation et le renforcement des solutions locales dans la gestion des conflits communautaires ;
- Le renforcement des capacités des acteurs communaux sur la gestion de conflit, la bonne gouvernance et mécanismes d'alerte précoce pour le maintien de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale avec l'ensemble des parties prenantes (Service de l'Etat chargé de la sécurité public, les notables) ;
- Une meilleure coordination des interventions de développement dans les Communes.

## 2. CONTEXTE

### 2.1. Introduction

Le « **Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix** » (PAPRECOP) est mis en œuvre par SFCG avec le soutien du PNUD, sous tutelle du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions (MCRI), en étroite collaboration avec les organisations de la société civile et les médias malgaches pour une durée de 27 mois. Le projet PAPRECOP propose de répondre aux besoins en consolidation de la paix identifiés durant la Transition et après les élections de 2013, pour prévenir la résurgence d'une crise politique, économique et sociale. Les facteurs de conflit et de tension restent importants et comprennent les déséquilibres territoriaux et ethniques, hausse du banditisme et de la criminalité urbaine, perte de confiance dans l'Etat et le système judiciaire (Tribunal et forces de l'ordre), violences intercommunautaires, cas de justice populaire, et tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles. L'objectif du projet est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local.



Dans ce cadre, SFCG introduit pour la première fois à Madagascar l'outil de diagnostic de conflits. Ce rapport est la consolidation des résultats de diagnostic de conflit et d'étude de base des Régions d'intervention du PAPRECOP Alaotra Mangoro (Zone 1), Atsimo Andrefana (Zone 2), Anosy (Zone 3), Androy (Zone 4) et Analamanga (Zone 5). Cette activité phare du PAPRECOP s'est réalisée du 21 mai au 10 juillet 2015.

### ALAOTRA MANGORO

Alaotra Mangoro est une Région se situant sur la partie est des hautes terres de Madagascar qui s'étend sur 33 441km<sup>2</sup>. Elle se trouve, à environ 100 km nord-est de la capitale sur la RN 2. Le chef-lieu de la Région est Ambatondrazaka. En 2006, la Région comptait 1.142.059 habitants<sup>3</sup>. Elle est divisée en 5 Districts, à savoir Ambatondrazaka, Amparafaravola, Andilamena, Anosibe an'ala et Moramanga, et compte 79 Communes. Le diagnostic de conflit a été mené dans le District le plus vaste d'Alaotra Mangoro qu'est celui de Moramanga qui s'étend sur 9396km<sup>2</sup>. Moramanga comprend 21 Communes. Il accueille la mine de la plus ambitieuse entreprise industrielle de l'Afrique sub-saharienne « **Ambatovy**<sup>4</sup> ». **Morarano Gara** et **Andasibe**, ont été choisies pour réaliser la mission de diagnostic de conflits mais les données ont été complétées par des éléments

3 Source : RGPH 1993 - INSTAT ; Monographie des Districts - 2004 ; Cinq Districts de la Région Alaotra Mangoro - 2006

4 <http://www.ambatovy.com>

venant d'autres Communes **Moramanga**, **Ampasimpotsy Gara** et **Ambohibary** avec le projet MAZAVA<sup>5</sup>.

## ATSIMO ANDREFANA

La Région Atsimo Andrefana se situe dans la partie sud-ouest de Madagascar et s'étend sur une superficie d'environ 66.502km<sup>2</sup>. Elle est composée de 9 districts (Ankazoabo, Ampanihy, Benenitra, Beroroha, Betioky, Morombe, Sakaraha, Toliara I et Toliara II) formés par 105 Communes et environ 1 506 Fokontany. Elle compte 1,1 million d'habitants dont 82% de la population active se trouvent en milieu rural. Les deux districts (Tuléar I et Tuléar II) ont été choisis comme zone d'intervention car ce sont les zones d'intervention du PNUD et l'organisation promeut une approche de développement intégré. De plus, les deux Communes résument bien la situation dans la Région en matière de sécurité communautaire à savoir la Commune urbaine de **Tuléar** (District Tuléar I), la Commune de **Milenaka** et de **Saint Augustin** (District Tuléar II – 2 des 19 Communes du district). Saint Augustin se trouve à 37 km de la ville de Tuléar et Milenaka se trouve à 64 km.

## ANOSY

La Région d'Anosy est localisée dans l'extrême sud-est de la Grande Ile. Elle est délimitée au nord par la Région d'Atsimo Atsinanana avec Ihorombe, au sud et à l'est par l'Océan Indien. Androy et Atsimo Andrefana constituent ses limites à l'ouest. Trois Communes d'intervention ont été choisies de concert avec PNUD. La Commune **Mandromondromotra** avec ses 5 983 habitants. Elle est à 17 km de Taolagnaro. La Commune dispose des potentialités touristiques comme les sites de Lokaro. Elle a bénéficié également de la retombée socio-économique du projet QIT MINERALS MADAGASCAR (QMM). **Manantenina** du district de Taolagnaro, compte 19 000 habitants. Enfin, la Commune de **Tranomaro** qui se trouve dans le centre sud du District d'Amboasary Sud. Elle se trouve à 52 km au nord du chef-lieu du District. La Commune est peuplée d'environ 11 000 habitants.

## ANDROY

Géographiquement localisée dans l'Extrême sud de Madagascar, la Région Androy s'étend sur 19 540 km<sup>2</sup> divisée en 4 Districts : Ambovombe-Androy, Bekily, Beloha et Tsihombe, et 51 communes et 881 Fokontany. La population totale<sup>6</sup> est estimée à 600 000 en 2005 et elle est caractérisée par sa jeunesse majoritairement rurale. Les habitants sont majoritairement Antandroy avec la présence non-négligeable d'autres groupes ethniques tels les Antanosy, Mahafaly, Merina et Betsileo. Le sud est plus peuplé que le nord de la Région. Les Communes rurales d'**Antaritarika** du district de Tsihombe et Marolinta du district de Beloha ont été choisies comme Communes d'intervention du PAPRECOP à Androy.

## ANALAMANGA

La Région d'Analamanga est l'une des vingt-deux Régions de Madagascar. Elle est située dans la Province d'Antananarivo, dans le centre de l'île et s'étend sur 17 445 km<sup>2</sup>. Analamanga est la Région la plus peuplée de Madagascar avec ses 3 249 704 habitants en 2007<sup>7</sup>, représentant 14 % de la population nationale. La Région compte 8 Districts : Ambohidratrimo, Andramasina, Anjozorobe, Ankazobe, Antananarivo, Antananarivo Avaradrano, Antananarivo Atsimondrano et Manjakandriana ; 51 communes et 881 fokontany. La Commune rurale de Mahitsy fait partie des Communes du District d'Ambohidratrimo sur la RN4. Le chef-lieu de la Commune est une véritable ville-rue dans laquelle tous les services se développent, particulièrement les services tertiaires. Cette collectivité de base compte 31 Fokontany. La commune de Mahitsy est une des communes d'intervention du PNUD et a ainsi été inclus dans le projet PAPRECOP.

## 2.2. Objectif d'un diagnostic de conflit

L'objectif du PAPRECOP est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées

5 Projet de SFCCG en collaboration avec Ambatovy, le district de Moramanga et le Plateforme régional des OSC de la région

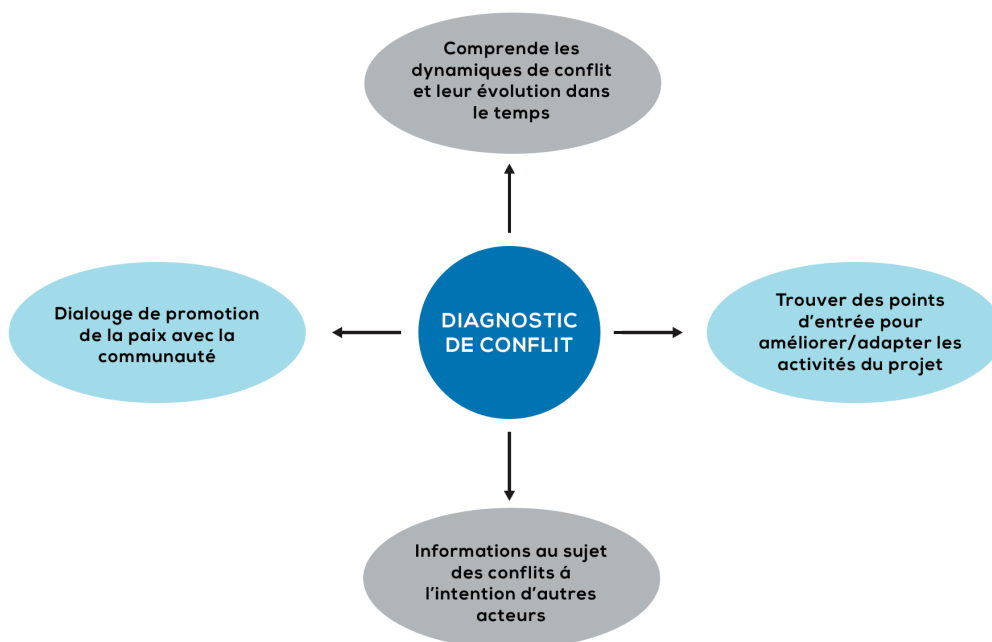
6 Source : <http://www.fort-dauphin.org/fort-dauphin/zoom-sur-l-androy>, consulté le 16-07-2015

7 Monographie Région Analamanga, CREAM, fév. 2013



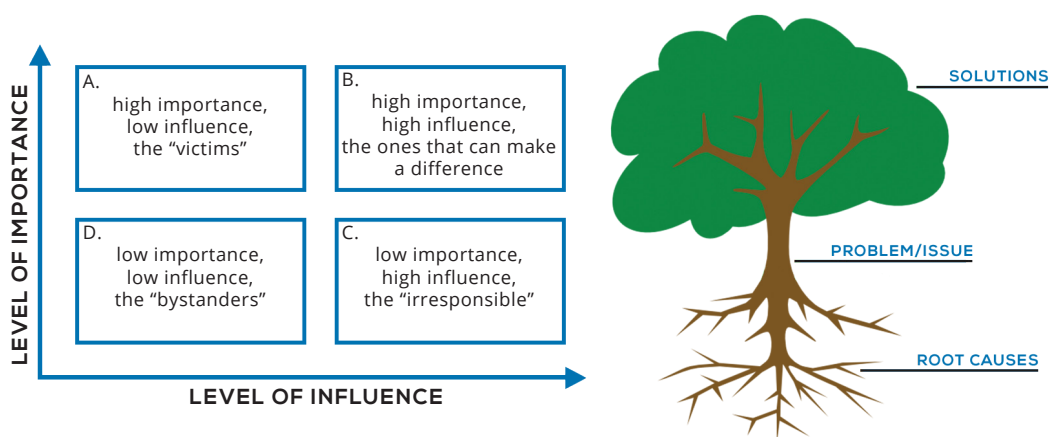
et un renforcement du système d’alerte précoce local. Pour ce faire, SFCG introduit pour la première fois à Madagascar l’outil de diagnostic de conflit. Ceci est une approche et un outil spécifique de l’analyse des conflits. Cette activité sera réalisée régulièrement pendant la mise en œuvre du projet pour (i) comprendre l’évolution et la dynamique des conflits et des opportunités de paix ; (ii) planifier ou adapter les activités du projet sur la base des spécificités du contexte et la dynamique changeante ; (iii) recueillir des informations sur les pistes de solution en faveur d’une paix durable dans la Commune ; (iv) veiller à ce que SFCG et / ou d’autres acteurs ne font aucun mal en exacerbant des conflits et tensions latents (l’approche « Ne pas nuire ») ; (v) et promouvoir le dialogue, la réflexion et la réduction des tensions au sein des communautés.

Le schéma ci-après décrit les objectifs d’un diagnostic de conflit :



### 2.3. Méthodologie

Le diagnostic de conflits des Régions à travers les 14 Communes d’intervention du PAPRECOP a été réalisé à travers en moyenne 4 Focus Group de Discussion (FGD) et 10 Entretiens Individuels (EI) par commune et 90 Questionnaires Individuels (QI) par Région. Les données collectées ont fait ressortir les influences des acteurs dans les différents conflits avec la matrice d’influence et a permis de comprendre les causes et les conséquences des conflits selon l’arbre à conflit et la matrice d’influence des acteurs.



Les participants à ces différentes sessions ont été identifiés avec l’aide des Chefs des Fokontany, des notables, des quartiers mobiles, des représentant(e)s des OSC locales, du CNPC et de la PFNOSCM ainsi que le

premier responsable de la commune de chaque commune.

**TABLEAU 2:** Répartition de cibles atteintes par outils

RÉGION	QUESTIONNAIRES INDIVIDUELLES	ENTRETIEN INDIVIDUEL (SEMI-STRUCTURÉ)	PARTICIPANTS AUX FOCUS GROUPS	TOTAL
<b>ALAOTRA MANGORO</b>	89	13	36	138
<b>ATSIMO ANDREFANA</b>	92	25	68	185
<b>ANALAMANGA</b>	90	10	125	225
<b>ANDROY</b>	90	22	134	246
<b>ANOSY</b>	90	26	143	259
<b>TOTAL</b>	<b>451</b>	<b>96</b>	<b>506</b>	<b>1053</b>

**TABLEAU 3 :** Répartition des zones géographiques inclus dans l'échantillon pour les diagnostics de conflits

RÉGION	DISTRICT	COMMUNE	FOKOTANY
<b>ALAOTRA MANGORO (ZONE 1)</b>	Moramanga	Andasibe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Andasibe</li> <li>Andasifahatelo</li> <li>Falierana</li> </ul>
		Ambohibary	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ambohibary</li> <li>Befotsy</li> <li>Ampitambe</li> <li>Ankarahara</li> <li>Antsirinala</li> </ul>
		Ampasimpotsy Gara	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ampasimpotsy Gara</li> <li>Amparafara</li> </ul>
		Moramanga	<ul style="list-style-type: none"> <li>Antanamandroso est</li> <li>Antanamandroso ouest</li> <li>Camp des mariées</li> <li>Tanambao</li> <li>Tsarahonenana</li> </ul>
		Morarano Gare	<ul style="list-style-type: none"> <li>Morarano Gare</li> <li>Marovoay</li> <li>Ambohibolakely</li> </ul>

<b>ATSIMO ANDREFANA (ZONE 2)</b>	Tuléar I	Tuléar	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mahavatsy II Est</li> <li>• Ampasikibo</li> <li>• Betania</li> </ul>
	Tuléar II	Milenaka	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Milenaka</li> <li>• Ankaraoato</li> <li>• Antranolahatra</li> </ul>
		Saint Augustin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Anatsono</li> <li>• Tanandava</li> <li>• Manoroka</li> </ul>
<b>ANOSY (ZONE 3)</b>	Fort Dauphin	Mandromondromotra	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mandromondromotra</li> <li>• Vatoroka</li> <li>• Hovatraha</li> </ul>
		Manatenina	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manatenina</li> <li>• Ambalateza</li> <li>• Ankaramania</li> </ul>
	Amboasary sud	Tranomaro	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tranomaro</li> <li>• Tsilamàha 1</li> <li>• Andranolava</li> </ul>
<b>ANDROY (ZONE 4)</b>	Tsihombe	Marolinta	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mahafaly</li> <li>• Sasavisoa</li> <li>• Andranodihy</li> </ul>
	Beloha	Antaritarika	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mokabe</li> <li>• Afatsifaly Est</li> <li>• Antaritarika</li> </ul>
<b>ANALAMANGA (ZONE 5)</b>	Ambohidratrimo	Mahitsy	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mahitsy</li> <li>• Antandrokomby</li> <li>• Antongombato</li> </ul>

Des outils ont été élaborés et utilisés comme guide de ces différentes sessions. Les résultats obtenus dégagent la tendance générale de la situation de chaque commune en matière de sécurité communautaire, paix et cohésion sociale.

- La méthodologie de ce diagnostic de conflits présente quelques limites :
- L'étude a été effectuée sur quelques Fokontany, sur quelques Communes, au niveau de 5 Régions ;
- La récolte des données a été effectuée dans un contexte pré électorales<sup>8</sup>;
- La méthodologie est principalement qualitative.

8 Une élection communale s'est tenue le 31 juillet 2015

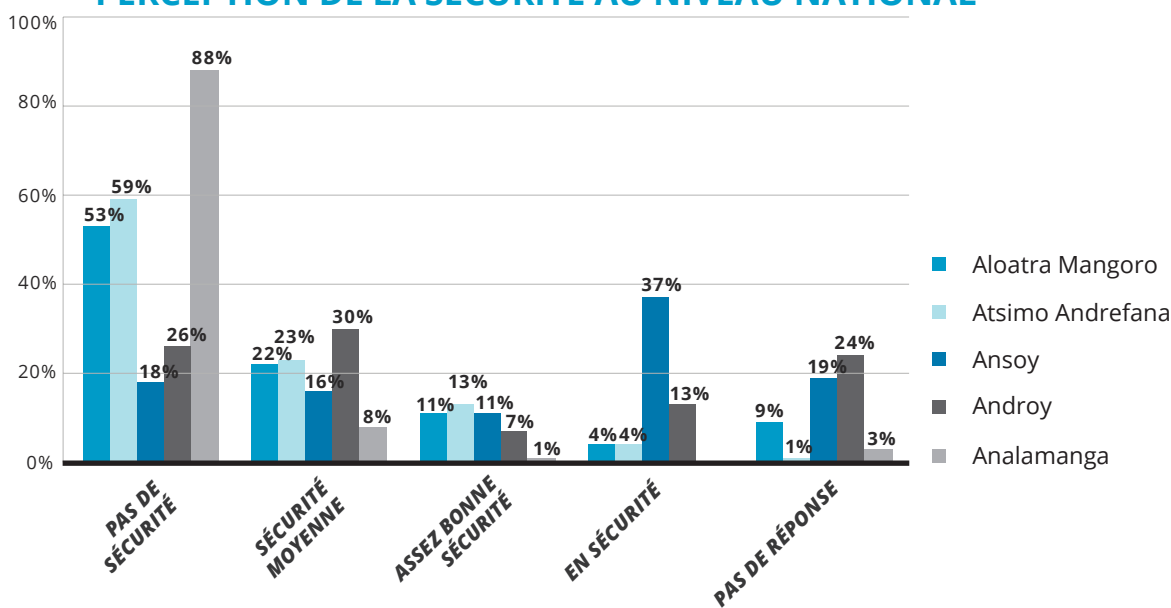
### 3. EVOLUTION RÉCENTES DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE

#### 3.1. Contexte local

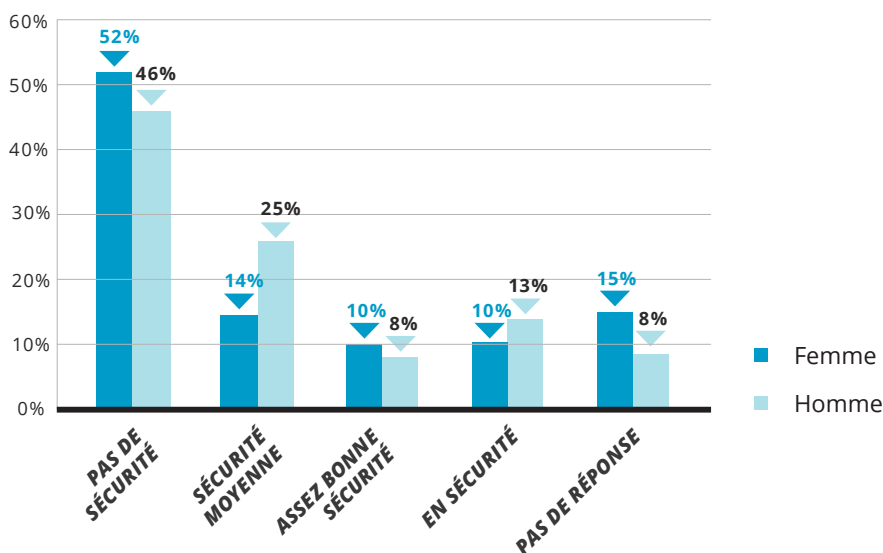
Chaque Commune d'intervention du PAPRECOP a sa propre spécificité en matière de conflits influençant la sécurité communautaire selon son histoire, sa principale activité économique et sa position géographique. Des éléments déterminants restent des points communs pour les communautés parmi lesquels le manque d'information, l'insuffisance des capacités et de connaissance en matière de droits humains, lois existantes, et prévention/résolution des conflits, les abus de pouvoir et la prédominance de la tradition constituent les principaux facteurs défavorables à la cohésion sociale et mettant en question la sécurité communautaire. La consolidation de la paix et de la sécurité communautaire nécessitant une collaboration entre les acteurs des différents niveaux reste encore un énorme défi à relever par les parties prenantes. La redistribution équitable des aides et des actions de développement est indispensable notamment dans le choix de bénéficiaires pour que les interventions soient équitables et des vrais leviers de la cohésion sociale.

Les répondant(e)s à la question du QI sur la perception des gens en matière de sécurité ont exprimé un niveau de sécurité différente. La majorité dit qu'il n'y a pas de sécurité à Madagascar tandis qu'ils pensent que la sécurité est moyenne dans leur propre communauté. Les femmes en général se sentent moins en sécurité que les hommes.

#### PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU NATIONAL



#### PERCEPTION SÉCURITÉ NATIONAL PAR GENRE



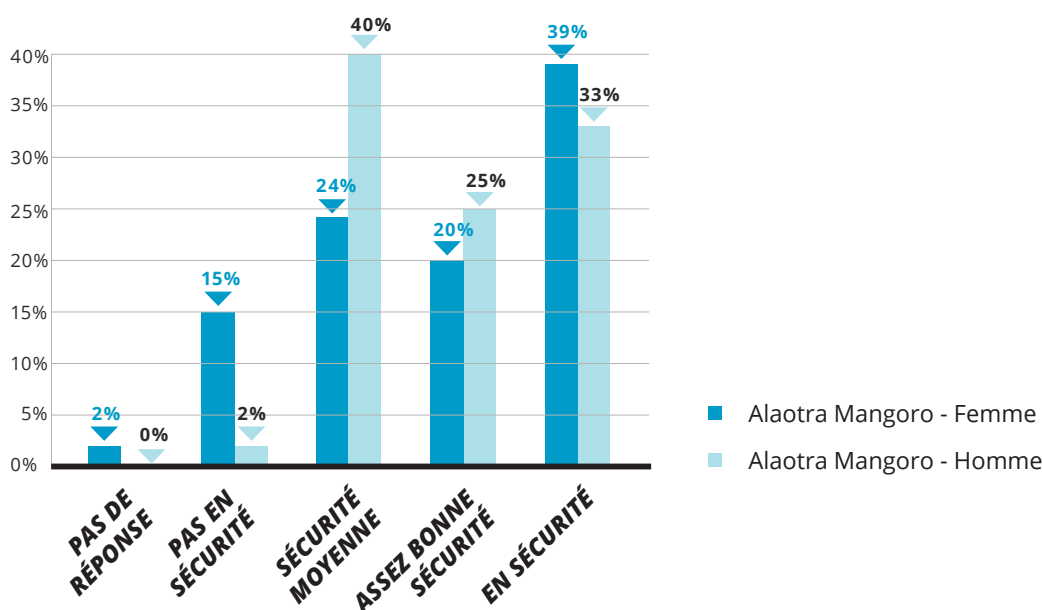


## CONTEXTE D'ALAOIRA MANGORO

La Région Alaotra Mangoro est réputée pour ses réserves naturelles et ses divers parcs riches en biodiversité. La mise en place de Nouvelles Aires Protégées (NAP) y est devenue importante. De plus, la Région regorge de potentialités minières, notamment aux alentours d'Andilamena et de Moramanga. Concernant la dynamique de conflits, il y a plusieurs séquelles de l'histoire et du contexte dans cette zone, particulièrement concernant l'héritage des parcelles. Les terrains existants sont soit destinés pour la préservation de l'environnement (station forestier, réserve spéciale, parc national, ONG, domaine provincial ou « tanin'ny faritany », site Ramsar, Chemin de fer...), soit des anciens terrains coloniaux comme les sociétés Arsène Louys et Cie, la Grande île, l'établissement Izouard ... Des conflits se manifestent entre occupants qui ne sont pas tous propriétaires de terrain. Souvent, ce sont des anciens employés des concessions et leurs descendants qui ne sont pas informés des ententes entre leurs parents et les propriétaires. De plus, la plupart des terrains dans la Commune d'Andasibe appartiennent à la société d'état du réseau des chemins de fer malagasy, MADARAIL. La mise en place de guichets fonciers n'a pas résolu ces problèmes.

L'arrivée de la compagnie minière Ambatovy à Moramanga en 2005 a changé l'environnement du District et surtout celui des communautés autour des zones d'exploitation du nickel et du cobalt. Malgré les actions entreprises par les différentes parties prenantes, des conflits liés à l'exploitation des gisements des minerais demeurent toujours, notamment dans le paiement des indemnités de compensation relative à l'utilisation des terrains pour l'exploitation minière. Ambatovy a octroyé directement les compensations aux personnes se trouvant sur le terrain et disposant de documents prouvant qu'elles en sont les propriétaires. Suite à cela, les autres descendants sont informés des transactions effectuées, créant ainsi des différends et des tensions.

### PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



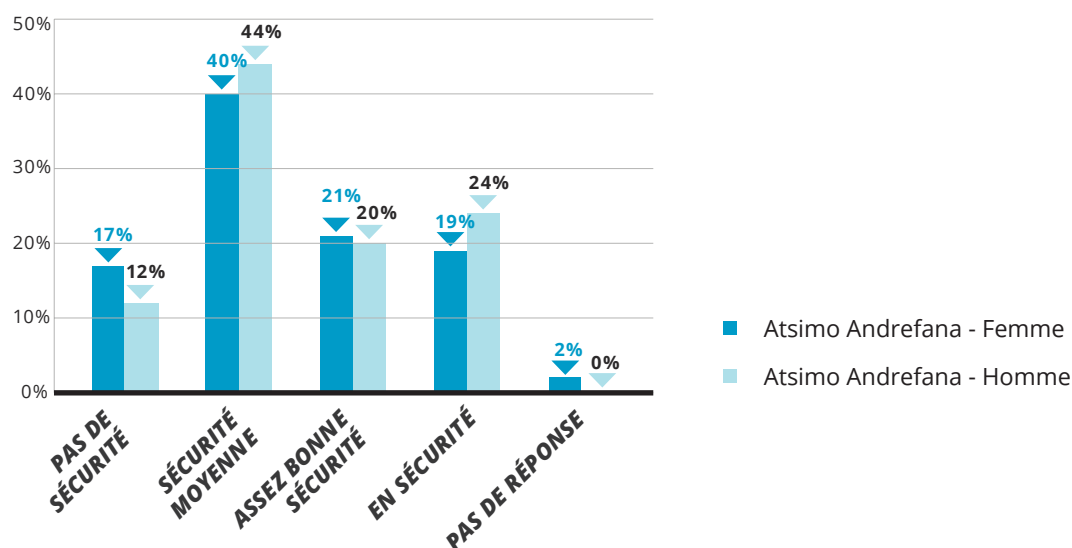
## CONTEXTE D'ATSIMO ANDREFANA

De 2007 à 2014, la Région d'Atsimo-Andrefana a connu une longue période de vol de bœufs, surtout le District de Tuléar II. Depuis l'adoption du système Jama<sup>9</sup>, la situation s'est calmée selon la population locale. Si auparavant, un foyer possédait en moyenne 50 bœufs, elle ne possède aujourd'hui que 5 bœufs par foyer. Selon un membre des forces de l'ordre « La Région d'Atsimo Andrefana connaît une sécurité relative pour l'instant car c'est calme en apparence ». Le retour au calme reste ainsi fragile pour plusieurs raisons à cause de la pauvreté<sup>10</sup> due au chômage en particulier des jeunes. A cela s'ajoute l'insuffisance de moyens matériels et de ressources humaines des forces de l'ordre par rapport à la superficie couverte. Malgré l'instauration du système Jama, la mesure reste exclusive car ce sont les personnes riches qui peuvent payer des Jamas. Dans certaines

9 Le Jama est une initiative locale regroupant des Jeunes Anti-Malaso – système de sécurité privé payé par la communauté  
10 82,1 indice de la pauvreté à Toliara (ex province)

Communes où le système Jama est devenu communautaire, la population pense que c'est trop cher et qu'elle ne pourra pas tenir. Les problèmes fonciers restent également importants et restent des sources de conflits.

## PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



## CONTEXTE D'ANOSY

Les types des conflits et la forme d'insécurité dans le District d'Amboasary Sud et de Taolagnaro sont différents. Pour Amboasary Sud qui est une zone peu favorable à l'agriculture et fréquemment frappée par la sécheresse, les vols des récoltes constituent le principal conflit. En effet, l'insécurité alimentaire a poussé les gens à commettre des vols des cultures. La terre arable y est insuffisante par rapport au nombre de la population majoritairement rurale. Soit, la zone est dominée par des montagnes, soit la terre est infertile selon sa structure pédologique. Une grande partie des terres est déjà titrée au nom des sociétés étrangères ou des descendants des colons pour être développée en sites touristiques et/ou champ d'exploitation agricole. C'est dans ce cadre que l'accès aux terrains, soit pour l'agriculture, soit pour l'élevage, constitue des problèmes pour la communauté qui peuvent générer des litiges fonciers.

A Tranomaro, l'historique de l'insécurité est lié aux vols des zébus. Or, initialement, le vol des zébus faisait partie des us et coutumes de la population locale comme étant entre autres une preuve de force et de virilité pour les jeunes hommes préparant leur entrée dans la vie matrimoniale. Depuis 2009, le vol des zébus est devenu un crime générant des conflits violents dans les communautés d'Amboasary Sud. Ceci est encore accentué par la cessation d'activités de certains projets dans la Région mettant les jeunes en chômage.

« En 2014, 10 000 têtes des zébus ont été volés entre octobre 2013 et mars 2014 ». (Un membre des éléments de la Brigade Tranomaro)

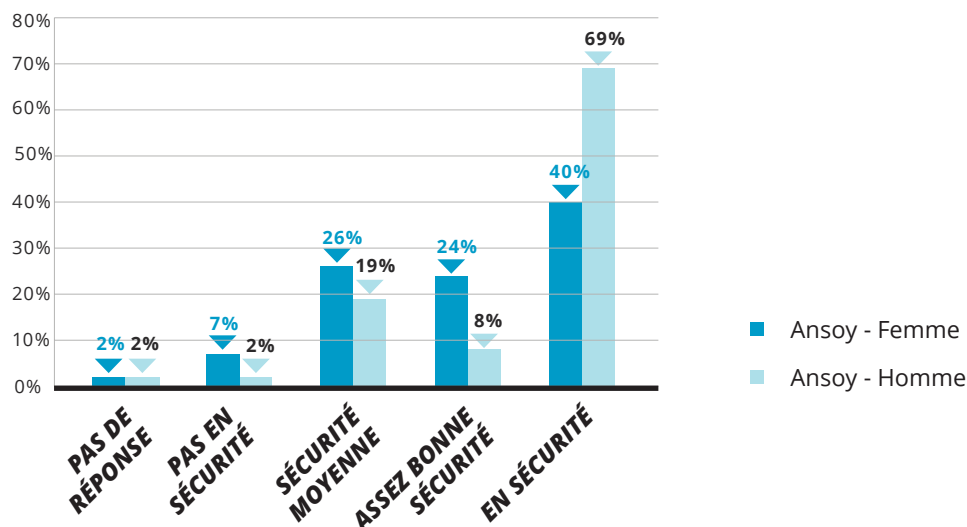
« Durant cette crise de 2009 - 2014, beaucoup de villages ont été désertés. La population chassée par les « dahalo » a pris la fuite en se cachant dans les forêts de cactus. Des maisons furent saccagées et brûlées. Actuellement, grâce aux mesures prises par l'Etat dans le cadre de la lutte contre les voleurs des zébus et le concours de la circonscription de la gendarmerie de Taolagnaro, les vols des zébus ont diminué et la communauté reprend progressivement la vie avec un peu plus de sérénité ». (Une femme opérateur local)

« L'opération coup d'arrêt a renforcé le retour à la sécurité initiée par les communautés ». (Président d'association locale)

Dans la commune de Mandromondromotra du District de Tolagnaro, l'installation de Rio Tinto/QMM (Qit Minéral Madagascar) a déclenché des mésententes entre ce projet et ceux qui possèdent des terres actuellement incluses dans les zones d'extraction de la compagnie RIO TINTO. La population rapporte que l'abus de confiance et la corruption du service de domaine et de la topographie expliquent également le conflit foncier

qui apparaît dans la société comme la situation qui prévaut actuellement dans la commune de Manantenina.

## PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



## CONTEXTE D'ANDROY

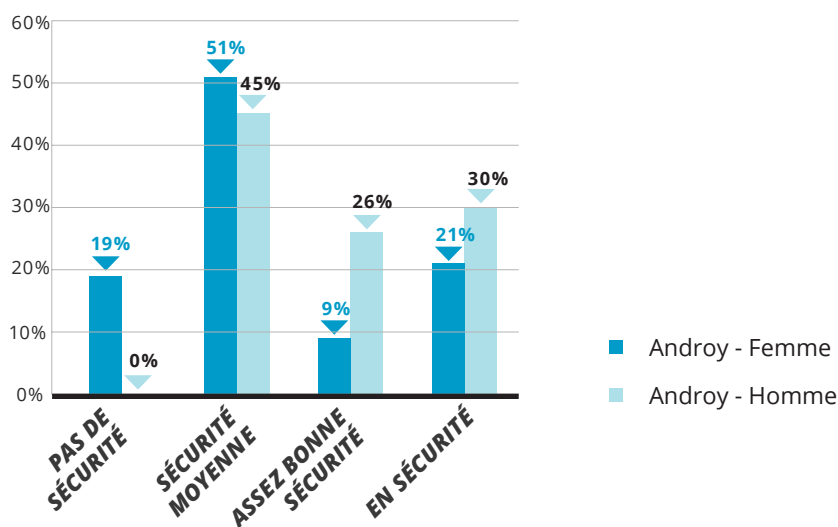
La dynamique des conflits de la Région d'Androy a été diagnostiquée à travers l'histoire et les contextes des Communes d'Antaritarika et de Marolinta.

Antaritarika<sup>11</sup> se trouve dans la partie littorale de la Région Androy à 30 km de Tsihombe. Historiquement, le nom « Antaritarika » vient d'un lieu d'abri de RATSIFALY (ancêtre, origine des habitants d'Antaritarika au XIX<sup>ème</sup> siècle), confectionné avec les lianes de la plante appelée « taritarika ». Après avoir retrouvé ses zébus dans cet endroit, il avait demandé une parcelle de terrain au chef de ce village. Ayant obtenu son accord, il décida de rester dans le village. Il a prospéré et ses descendants y ont vécu jusqu'à ce jour, d'où le nom Antaritarika. Cet historique reflète la dynamique sociale actuelle. Les descendants de ce nouveau venu constituent les notables d'Antaritarika. Ce privilège s'est transmis de génération en génération et cet héritage de pouvoir est à la fois source de conflit et source de cohésion. Ce qui génère des conflits pour les descendants des autres ancêtres moins dominants et source de cohésion pour les descendants du clan dominant en s'appuyant sur le « lalam-pirazanana » ou l'hégémonie ancestrale.

Quant à Marolinta, la Commune qui se trouve dans le District de Beloha, dans la partie ouest de la Région Androy. Au XIV<sup>ème</sup> siècle, quand la crue du fleuve de Menarandra a baissé son niveau, une mare s'est formée et contenait beaucoup de "linta" (sangue) et les passants disaient: "Ah! Comme il y a beaucoup de linta" [traduction littérale en français]. Dès lors, l'endroit est appelé Marolinta et est devenu Commune. Vers le XV<sup>ème</sup> siècle, les premiers autochtones connus du pays Androy, étaient les Karimbola, occupant la partie ouest du pays, dans la zone située entre les rivières Manambovo et Menarandra, l'actuel plateau Karimbola (Beloha). Les Mahandrovalo ("ceux qui font cuire les pierres"), ont occupé la partie est du fleuve Manambovo, près d'Ambovombe. Ces populations furent soumises et réunies par le chef Zafiraminia, venus de Fort-Dauphin, au XVI<sup>ème</sup> siècle. Zafiraminia avait deux fils, Andriamanare, l'aîné et Andriamandraha, le cadet. Une rixe entre les deux fils les menèrent à former des clans différents. Le clan des Linta (près du fleuve du même nom) fut mené par Andriamandraha. Actuellement, les clans Tetsilany, Zafiraminia et Tanandava sont les clans dominants à Marolinta.

11 Source : Enquête auprès des Notables locaux

## PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



### CONTEXTE D'ANALAMANGA

Mahitsy se trouve dans le Marovatana, ayant comme capitale Ambohidratrimo, une subdivision de l'Imerina. Marovatana est encore divisé en plusieurs sous zones. Les habitants de Mahitsy se sont installés dans la plaine de Mariarano « lemak'i Mariarano » où ils pratiquaient notamment la riziculture. Mahitsy [Lit. Cela veut dire « droit »] est choisi par le chef de village pour dénommer cette zone au temps de la royauté Merina. En effet, lors des attaques des bandits « dahalo » et des trafiquants de personnes, les gardes de la sentinelle, situés sur la colline d'Anosivola au nord-ouest du chef-lieu de la Commune de Mahitsy, consignaient la population de suivre le chemin le plus droit « mahitsy » pour qu'ils puissent les voir et les protéger. Dès lors, la zone a pris cette appellation. Mahitsy est une Commune rurale de deuxième catégorie avec ses 42 210 habitants<sup>12</sup> répartis sur une superficie de 144km<sup>2</sup> divisée en 31 Fokontany. Le Fokontany de Mahitsy, chef-lieu de la Commune abrite à lui seul plus de 25% de la population.

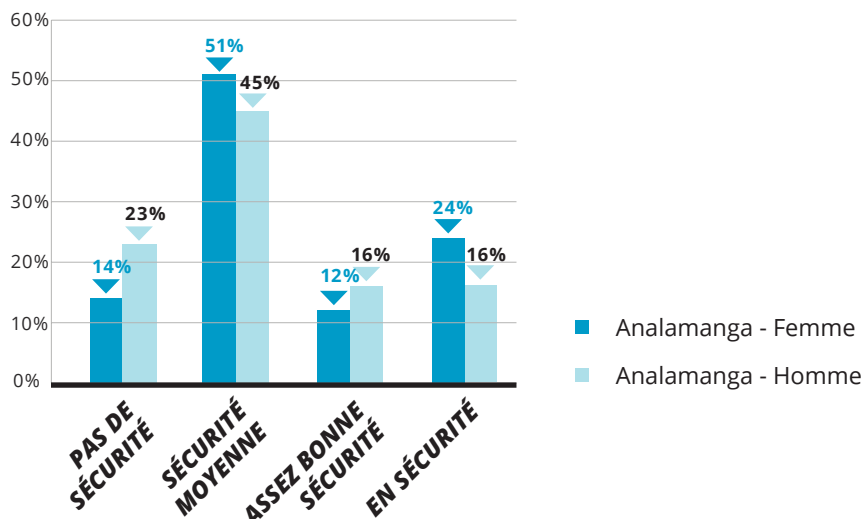
Mahitsy a su traverser des moments très critiques dans son développement en matière de conflit. Le sérieux conflit entre deux groupes d'habitants, nouveau-venus (principalement Antandroy) et autochtones, avec leurs traditions et leurs activités économiques respectives et distinctes, a pris fin en 1980 à l'issue des interventions de la gendarmerie et celles des notables des deux groupes. Cette période a marqué l'intégration sociale des Antandroy, regroupés dans le secteur de Mazavatakona ou « DI3 » - Fokontany Mahitsy. Suite à l'essor progressif des zones périphériques et suburbaines de la capitale et à cause de sa situation géographique sur la RN 4, Mahitsy est devenu une plaque tournante et un carrefour des divers trafics (armes à feu, fabrication d'armes artisanales, drogue, faux billets) mettant en jeu sa cohésion sociale et sa sécurité communautaire.

*« Mahitsy est considéré comme une arrière base des trafiquants avant d'opérer sur la capitale. La fabrication d'armes artisanales est désormais éradiquée mais les autres activités illicites (vol des zébus, la vente de drogue et tabac (paraky), le trafic d'arme, la prostitution) persistent encore surtout dans le quartier de Mazavatakona « DI3 ». Ce qui présente encore une menace à la sécurité communautaire. ».* (Selon un des éléments de la gendarmerie de brigade de Mahitsy)

12 Source : Commune rurale de Mahitsy - 2015



### PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



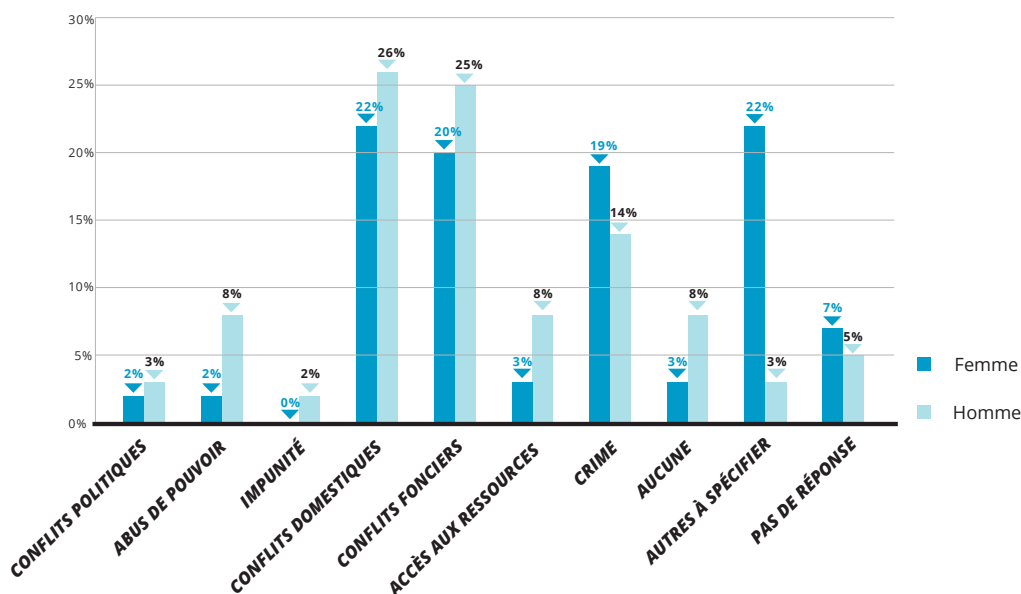
### 3.2. Les conflits les plus récurrents dans les cinq régions étudiées

Les résultats du QI obtenus ont dégagé la spécificité de chaque Région en matière des conflits ; d’une part. Les sessions de FGD et de l’EI ont également enrichi ces données et ont permis d’identifier encore d’autres conflits. Les informations ci-dessous reprennent sous forme de graphe les réponses aux QI sur les conflits les plus souvent cités par les communautés dans chaque région. Ces données sont complétées par les réponses données lors des FGD et EI.

#### CONFLITS DE LA RÉGION D’ALAO TRA MANGORO

Ont été recensés lors des sessions de FGD et de l’EI : les conflits politiques, les abus de pouvoir, les conflits domestiques et de voisinage, les conflits fonciers, les conflits liés à l’accès aux ressources économiques, et le crime.

GRAPHE 1: Perception sur les conflits qui se manifestent le plus souvent à Alaotra Mangoro



#### CONFLITS DE LA RÉGION D’ATSIMO ANDREFANA

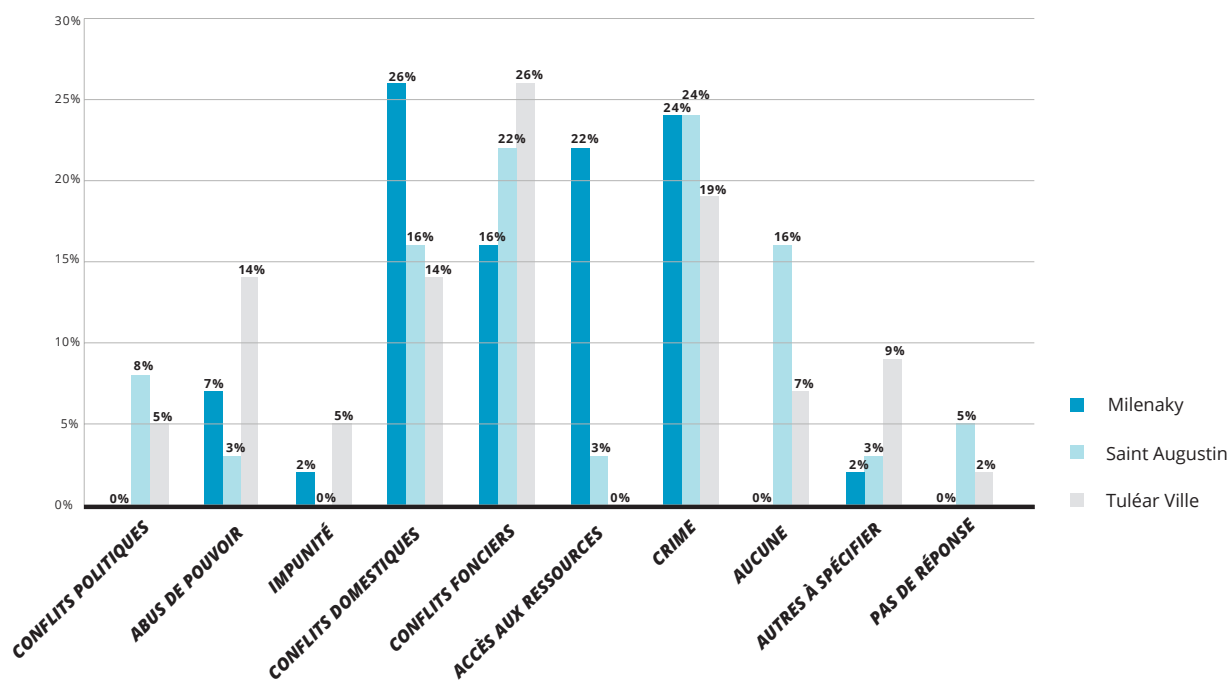
D’après les résultats des enquêtes menées dans les 2 localités, les types de conflits suivants ont été constatés dans chaque localité :

- Pour Tuléar I, les conflits fonciers sont les plus élevés (cités par plus de 20% des répondants) suivis

des conflits liés aux problèmes d'insécurité (crimes y compris les vols) ; viennent ensuite les conflits domestiques (coups et blessures volontaires, litiges entre voisins (vidange WC, bac à ordures etc.)), et les abus de pouvoir (abus de confiance, corruption, favoritisme) cités par un peu plus de 10% des répondants.

- Pour Tuléar II, les conflits les plus récurrents sont les conflits domestiques (24%, liés à l'adultère, la jalousie etc.) et les conflits liés aux problèmes d'insécurité (25%, liés aux vols) de zébus et de récoltes en particulier, existence et persistance de braquage de route). Les conflits fonciers (18%) et les conflits liés à l'accès aux ressources (16%) sont aussi très présents.

**GRAPHE 2:** Perception des conflits qui se manifestent les plus souvent à Atsimo Andrefana



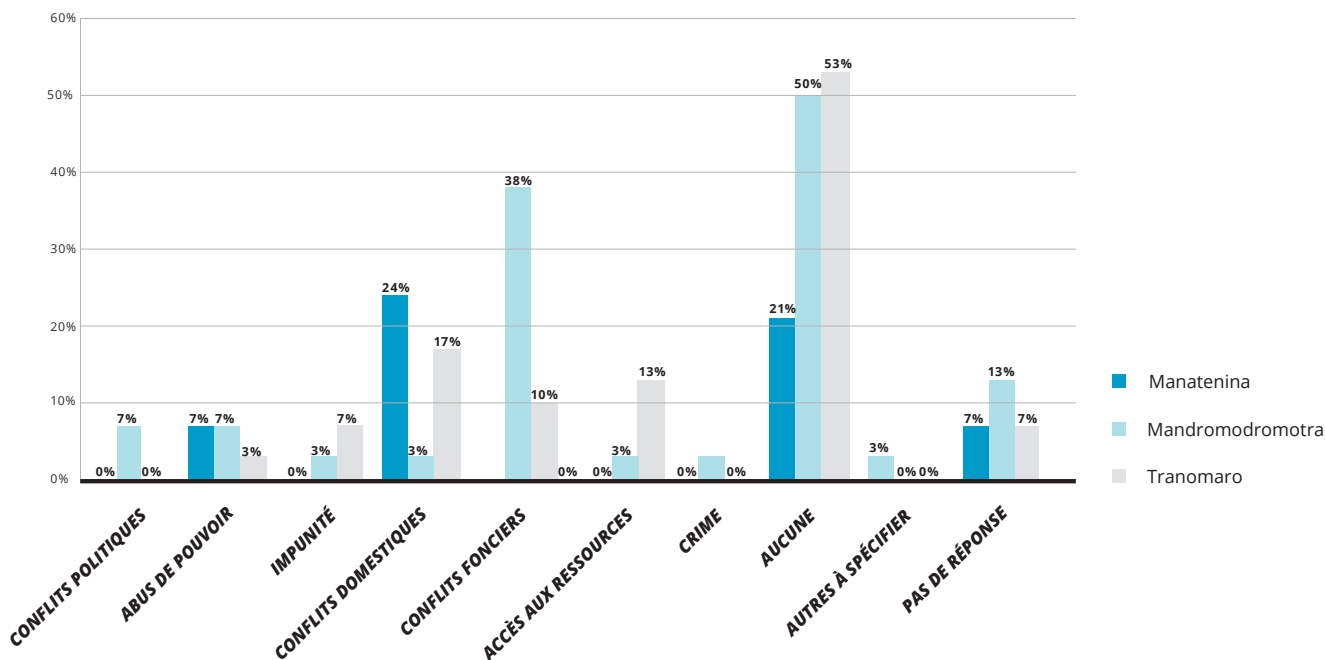
## CONFLITS DE LA RÉGION D'ANOSY

Les participants au focus group et à l'entretien individuel réalisés dans les 3 communes ont permis de recenser les différents conflits qui y existent à savoir :

- les conflits fonciers ;
- les conflits domestiques et de voisinage ;
- les conflits politiques ;
- les conflits liés à l'insécurité alimentaire ;
- les conflits de génération ;
- et les conflits liés aux ressources.

(Voir à la page suivante le graphe sur la perception sur les conflits les plus récurrents dans la Région d'Anosy)

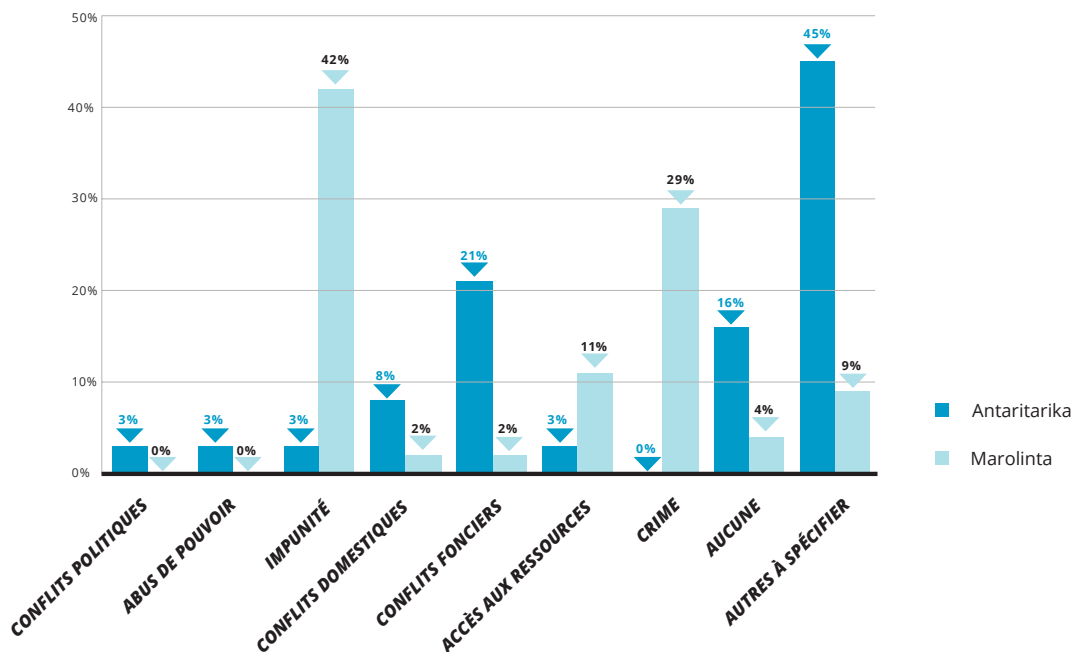
**GRAPHE 3:** Perception sur les conflits qui se manifestent les plus souvent à Anosy



### CONFLITS DE LA RÉGION D'ANDROY

Les sessions de FGD et EI menées dans les Fokontany ont fait ressortir différents conflits nuisant à la cohésion sociale et à la sécurité communautaire à savoir les conflits fonciers ; conflits politiques ; conflits de pouvoirs (impunité, abus de pouvoir) ; conflits domestiques ; conflits liés aux aides humanitaires, conflits générés par les « mpimasy » ou sorciers ; conflits liés au kéré (crime, vols mineurs).

**GRAPHE 4:** Perception sur les conflits qui se manifestent les plus souvent au sein de la communauté dans la région d'Androy



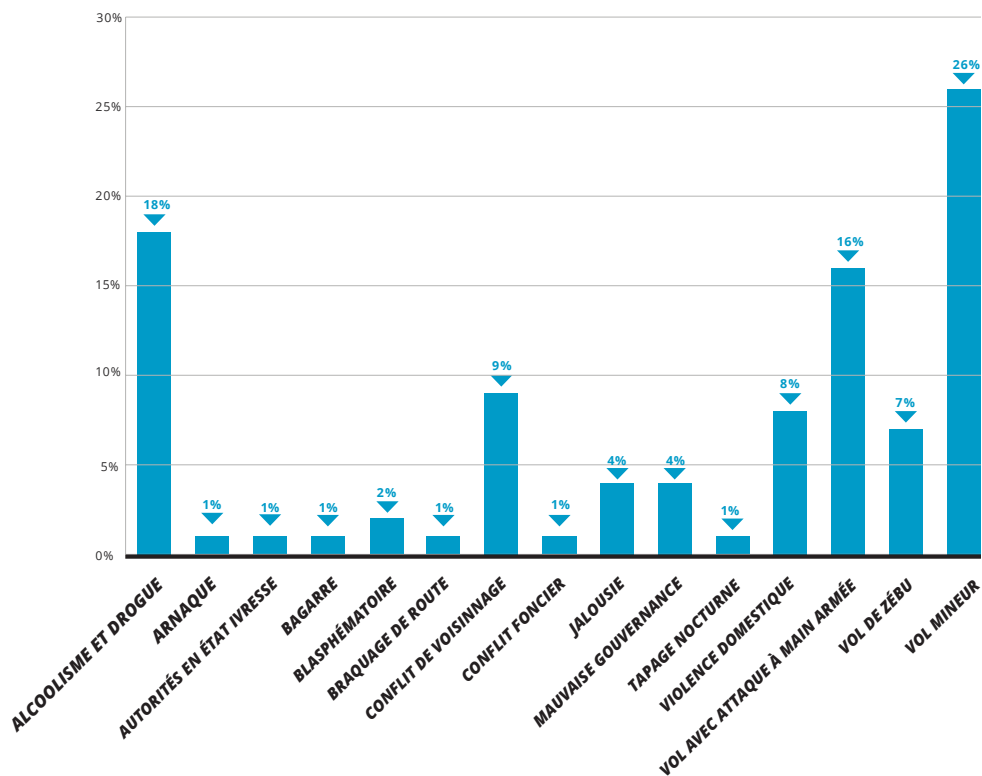
### CONFLITS DE LA RÉGION D'ANALAMANGA

Les conflits politiques, les conflits liés à la mauvaise gouvernance, les conflits de voisinage, les vols à l'étalage ou vols mineur, les conflits latents entre petits commerçants, consommateurs et grossistes de la commune, les conflits fonciers, les conflits entre autochtones et nouveaux venus (particulièrement les

Antandroy), la violence domestique/conjugale accompagnée de violence physique et le tapage nocturne à cause de l'alcoolisme, de la drogue et de la prostitution sont les différents cas nuisant à la sécurité communautaire et à la cohésion sociale à Mahitsy.

(Voir à la page suivante le graphe sur la perception sur les conflits les plus récurrents à Mahitsy)

**GRAPHE 5:** Perception sur les conflits qui se manifestent les plus souvent à Mahitsy



### LES CAUSES ET IMPACTS DES CONFLITS LES PLUS RÉCURRENTS

Plusieurs conflits récurrents sont diagnostiqués dans les 5 Régions d’intervention. Ils sont interdépendants et impactent beaucoup sur la sécurité et la cohésion sociale au niveau des communautés. Les conflits les plus récurrents dans les cinq régions sont (pas en ordre d’importance) : (i) conflits liés à la mauvaise gouvernance et l’abus de pouvoir ; (ii) conflits fonciers ; (iii) conflits liés à l’accès aux ressources économiques et sociales, y compris l’aide humanitaire ; (iv) conflits liés aux cas d’insécurité et de criminalité, et (v) conflits domestiques et de voisinage. Dans le tableau ci-dessous nous discutons pour chacun de ces catégories de conflit, les causes et les impacts pour les communautés.



TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SECURITE ET LA COHESION
<p><b>1. CONFLITS LIÉS À LA MAUVAISE GOUVERNANCE ET L'ABUS DE POUVOIR</b></p> <p>Ce type de conflit est commun pour les 5 Régions mais il se présente sous forme différentes come les abus de pouvoir envers la population, en particulier les couches vulnérables, et la corruption sous toutes ses formes.</p>	<p>Les causes de ce conflits sont multiples telles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promesses électorales ou par les autorités qui ne sont pas respectées ;</li> <li>• L'argent et le pouvoir lui-même explique l'existence des diverses alliance qui influent dans les affaires socio-politiques ;</li> <li>• Insuffisance de connaissances des administrés sur les textes légaux et insuffisance de transparence des dirigeants dans les prises de décisions</li> </ul> <p><i>« Les autorités locales n'écoutes plus les besoins et les intérêts de la population mais agissent pour leur compte comme le cas d'une décision prise sur le moyen de transport (taxi brousse) durant une réunion communautaire et dont les décisions n'ont pas été retenues finalement par les autorités locales »</i> (habitant de Milenaka, District Tuléar II, Région Atsimo Andrefana)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficile accès aux informations et insuffisance de connaissance de la population qui est souvent exploitée</li> <li>• Non transparence dans la gestion des affaires publiques ;</li> <li>• La partialité perçue des autorités (civile et militaire) vis-à-vis des riches</li> <li>• Le non-respect de procédures locales/communales de règlement de conflit par les forces de l'ordre</li> <li>• Pression des politiciens sur les fonctionnaires</li> <li>• Poids de la tradition dans la gestion administrative</li> <li>• Divergence d'opinions ou appartenance politique différente menant à un conflit entre les partisans des deux partis politique</li> </ul> <p><i>« ...à chaque crise, traversée par Madagascar, les politiciens locaux se sont confrontés et profitent de la situation pour faire des règlements de compte et cette pratique devienne courante à Mahitsy »</i> (Chef de Fokontany – Commune rurale de Mahitsy, District d'Ambohidratrimo, Région Analamanga)</p>	<p>Les effets nocifs à la communauté sont nombreux à cause des conflits politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de confiance et de volonté de travailler ensemble entre les autorités locales, les forces de l'ordre et les habitants ;</li> <li>• Absence de respect des personnes et des biens communs ;</li> <li>• Faible participation citoyenne dans la mobilisation organisée par le fokontany (réunion) ;</li> <li>• Favoritisme, corruption, impunité ;</li> <li>• Insuffisance de cohésion sociale et scission sociale ;</li> <li>• Marginalisation des personnes vulnérables sur tous les niveaux ;</li> <li>• Non-respect des droits humains ;</li> <li>• L'accès des gens, notamment ceux des couches vulnérables, aux services sociaux de base n'est plus garanti et leur confiance dans les services de l'Etat est fortement érodée ;</li> <li>• Recrudescence de la jalousie et haine au sein de la communauté.</li> </ul>

<p><b>2. CONFLITS FONCIERS</b></p> <p>Nombreuses sont les formes manifestant les problématiques foncières vécues par la population :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Litiges entre un locataire et un propriétaire ou entre un propriétaire et des occupants illicites (revendication de légitimité face à la légalité)</li> <li>• Litiges entre les habitants, les forces de l'ordre et les autorités locales (ex : occupation de la voie publique et gêne du voisinage)</li> <li>• Litiges nés des problèmes de délimitation des parcelles</li> <li>• Litiges causés par les droits d'héritage</li> <li>• Conflits intercommunautaire</li> </ul>	<p>Les causes des conflits sont profondes et nombreuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Très peu de terrain disponible pour permettre aux gens d'exercer leurs activités agricoles car beaucoup de terrains de grande surface appartiennent déjà à des propriétaires privés (personne physique ou morale de nationalité malagasy ou étrangère) ;</li> <li>• Le guichet foncier communal (BIF) n'est pas vraiment opérationnel ;</li> <li>• Conflits nés de l'exploitation minière et de l'exploitation agricole ;</li> </ul> <p><i>« Si Ambatovy nous empêche d'aller dans la forêt où on trouve/procure les matières premières, source de notre revenu, Ambatovy doit nous donner une compensation ou au moins nous prendre comme employé pour compenser notre perte de revenu. »</i> (un habitant du fokontany Ampitambe, District de Moramanga, Région Alaotra Mangoro)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inexistence ou non application de plan d'aménagement clair, les propriétaires fonciers ne donnent pas de droit de passage. Les gens veulent être propriétaires de terrains sans passer par le bornage ;</li> <li>• Corruption, délit d'initié de certaines autorités locales dans la gestion foncière au niveau local ;</li> <li>• La plupart des terrains ne sont pas titrés. Certains le sont sur titrés au nom des anciens colons ou les ancêtres et n'ont pas été procédé à la mutation sur les actuels propriétaires / utilisateurs ;</li> <li>• Litige foncier causé par les droits d'héritage entre des héritiers nés de la polygamie après la mort de père de la famille ou par la corruption des aînés selon certains habitants car ils sont souvent les témoins des délimitations des parcelles en l'absence de borne légale ;</li> <li>• Manque de connaissances de la population vulnérable sur leurs droits fonciers ;</li> <li>• Abus de confiance dans la transaction foncière comme la double vente.</li> </ul>	<p>Les conflits fonciers entraînent des conséquences graves pour les communautés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des conflits familiaux ;</li> <li>• Des crimes et règlements de compte ;</li> <li>• Dislocation de la cohésion sociale menant à des troubles dans la communauté (méfiance, coups et blessures volontaires, descente dans les rues et saisine du tribunal, développement de la culture de vengeance, violence physique...)</li> <li>• Conflit entre les forces de l'ordre, les autorités locales et le tribunal.</li> <li>• Incitation à la révolte ;</li> <li>• Non confiance aux autorités à cause de la corruption (existence de personnes qui arrivent à avoir des autorisations et pas d'autres alors que les « cas » sont identiques)</li> <li>• Manque de crédibilité des agents de l'Etat et des autorités locales diminuée</li> </ul>
---	--	---

<p><b>3. ACCÈS AUX RESSOURCES ÉCONOMIQUES /SOCIAUX :</b></p> <p>Ces conflits concernent l'accès de la population aux services de base (eau, soins de santé, etc.), aux ressources économiques et sociales, ainsi que les opportunités avec les projets de développement et les aides humanitaires</p>	<p>Les causes suivantes entraînent des conflits au niveau de la population à cause de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvaise gouvernance de ressources limitées ;</li> <li>• Insuffisance de transparence dans l'accès aux opportunités de projets de développement. Les gens disent que ce sont toujours les mêmes qui ont accès aux opportunités ;</li> <li>• Inégale et mauvaise répartition des vivres durant la période difficile comme le kéré dans le sud. Les ONG délèguent aux autorités locales (issues des familles ou des clans hégémoniques) la gestion des aides humanitaires pensant que ces autorités connaissent mieux les organisations sociétales de la communauté. Pourtant, les familles de ces notables sont favorisées par rapport aux restes de la population</li> </ul>	<p>Les communautés se trouvent en situation conflictuelle suite aux problèmes d'accès aux ressources :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méfiance et scission sociale qui présente de danger imminent de conflit violent entre les deux communautés</li> <li>• Tension latente entre les communautés relative à l'utilisation de l'eau menant à une migration forcée d'une partie de la population comme le cas de Milenaka, District De Tuléar II, Région Atsimo Andrefana ;</li> <li>• Perte économique traduite par la diminution de la récolte ;</li> <li>• Méfiance vis-à-vis des ONG et les élus.</li> </ul>
<p><b>4. CONFLITS LIÉS AUX PROBLÈMES D'INSÉCURITÉ (PERSONNES, ALIMENTAIRE...)</b></p> <p>Ceux-ci se manifestent par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les vols avec effraction ou attaque à mains armées</li> <li>• Vols mineurs</li> <li>• Vols et vandalismes</li> <li>• Délits</li> <li>• Acte de banditisme et attaque à main armée</li> <li>• Phénomène Malaso/dahalo (voleur de zébus)</li> </ul>	<p>Des facteurs défavorables à la sécurité communautaire existent et entraînent une insécurité sous différentes formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu de terrain exploitable pour l'agriculture et l'élevage ;</li> <li>• Manque de ressources financières et pauvreté généralisée ;</li> <li>• Manque d'infrastructures publiques comme l'éclairage public ;</li> <li>• Le comportement des riches trop voyant incite les malfaiteurs à attaquer et à la jalousie</li> <li>• Les vols sont parfois liés à la consommation de stupéfiants;</li> <li>• Chômage et sous-emploi élevé (pauvreté), frappant durement les jeunes ;</li> <li>• La pauvreté des parents et l'insuffisance de connaissance de la population en général ;</li> <li>• Incapacité des forces de l'ordre d'assurer la sécurité des biens et des personnes: couverture large et moyens limités (humains et matériels) ;</li> </ul>	<p>L'insécurité communautaire expliquent les :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Climats de peur au niveau de la population doublée d'une scission sociale comme le cas particulier du « pont de la mort » dans le Fokontany d'Andasifahatelo de la Commune d'Andasibe, District Moramanga, Région Alaotra Mangoro sur lequel des cadavres flottent sur la rivière et menant à une tension vive entre les communautés. La cohésion du village est fragilisée et fortement érodée. Les habitants ne se font plus confiance et se méfient des uns des autres ;</li> <li>• Conflits et méfiance entre la population et les forces de l'ordre et perte de confiance envers les dirigeants : certains gens trouvent que le recours au tribunal et aux forces de l'ordre est cher et n'est plus rassurant, ils font justice eux-mêmes à travers des vindictes populaires ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Phénomène de kidnapping</li> <li>• Bandits de grand chemin (braquage de la route)</li> <li>• Insécurité alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faiblesse voire absence de réponse de l'Etat devant les actes d'insécurité qui pousse les bandits à aller toujours plus loin comme les cas de kidnapping ;</li> <li>• Vols des récoltes à cause de l'insécurité alimentaire et de la famine « kere » suite à des aléas climatiques comme la sécheresse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrudescence des zones d'insécurité à éviter car ce sont les lieux d'organisation des braquages et foyer de vol de toutes sortes comme les points noirs sur la RN7;</li> <li>• Scission de la population en 2 catégories sociales : riches et pauvres ;</li> <li>• Augmentation des vols mineurs de bœufs, de caprins, de cambriolages des ustensiles domestiques ou « kizo », des vols dans les champs de culture ;</li> <li>• Disparition de certaines traditions comme la coutume « magneke » chez les Antandroy qui est une pratique consistant à rassembler la communauté lors des saisons de récoltes. Actuellement, cette culture est en voie de disparition à cause des vols diverses dans les champs de culture</li> </ul>
<p><b>5. CONFLITS DOMESTIQUES ET DE VOISINAGE</b></p> <p>Ce type de conflit est caractérisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les litiges entre voisins</li> <li>• Les litiges conjugaux</li> <li>• Conflits de leadership entre jeunes et aînés</li> <li>• Conflits intercommunautaires</li> <li>• Conflits liés au non-respect des biens communs publics</li> <li>• L'alcoolisme, injure, drogue</li> </ul>	<p>Les causes de ce conflit se développent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflits de voisinage nés de la différence de niveau de vie entre favorisés (riches) et défavorisés (pauvres), de la jalousie et des rumeurs ;</li> </ul> <p><i>« Si on gagne un peu d'argent et qu'on investit dans une maison ou bétails, les gens s'empressent de dire qu'on a fait une magouille avec Ambatovy et que l'argent est un pot de vin. » (Chef Fokontany Ampitambe, District de Moramanga, Région Alaotra Mangoro).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Climat de tension voire conflit suite à l'arrivée des « nouveaux venus » et les autochtones dans les communautés ou intercommunautaire sous forme de discrimination ethnique ;</li> <li>• Conflits domestiques qui s'expriment à travers des conflits entre jeunes enfants mineurs en couple dans lesquels interviennent les parents ;</li> <li>• Insuffisance de sens civique chez la population aggravée par l'insuffisance d'infrastructure ;</li> </ul>	<p>La sécurité et la cohésion sociale sont mises en jeu à cause du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Scission familiale : divorce, séparation ;</li> <li>• Méfiance entre les gens conduisant à des tensions entre différents groupes économiques</li> <li>• Dislocation de la cohésion sociale « le fihavanana malagasy est détruit. » (habitant du quartier Tuléar) ;</li> <li>• Propagation des maladies car le quartier devient insalubre ;</li> <li>• Méfiance entre époux et abandon scolaire pour les enfants ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La recrudescence de la prostitution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de réglementation stricte de la part des autorités locales à cause de l'inexistence ou du non application du schéma d'aménagement ;</li> <li>• Ex : le vidange des WC est toujours source de conflit car sans respect des autres. Droit de passage – occupation de trottoir etc.</li> <li>• Chômage ou sous-emploi (insuffisance de qualification de la majorité de la population) qui entraine une insuffisance de ressources financières des ménages ;</li> <li>• Conflit de leadership entre les aînés et les jeunes dans la gestion de la communauté. Les jeunes reprochent aux aînés d'être corrompus ou de ne pas leur laisser des opportunités pour agir : certains Fokontany commencent à ne plus avoir d'aînés et de notables et ces derniers ont plus de mal à résoudre leurs conflits</li> <li>• La polygamie ;</li> <li>• Ivresse créant des violences entre hommes ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité, vol et prostitution pour les jeunes conduisant parfois à des coups et des blessures volontaires ;</li> <li>• Violence physique et sorcellerie entre habitants (jalousie) ;</li> <li>• La confiance de la population aux éléments de la gendarmerie pour veiller à la sécurité publique diminue beaucoup ;</li> <li>• Dispute entre les aînés et les jeunes ;</li> <li>• Diminution de l'autorité des notables ;</li> <li>• La population ne se préoccupe plus des biens communs comme les mauvaises habitudes de jeter les ordures ménagères ou verser les eaux usées sur les ruelles/pistes dans les Fokontany.</li> </ul>
---	--	--

### 3.3 Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

Les focus group et les entretiens individuels régionaux nous ont permis grâce à l'utilisation de la matrice d'influence de ressortir le tableau ci-dessous relatant les différents acteurs impliqués dans les conflits et leur niveau d'influence dans ces conflits. Cette catégorisation d'acteurs est obtenue à partir de l'outil d'« analyse des acteurs » utilisé durant les sessions FGD. Les « vulnérables » sont les personnes qui sont victimes de la situation conflictuelle. Les « spectateurs » sont des acteurs qui ne prennent aucune responsabilité pour aider la communauté dans la gestion des conflits. Les « acteurs qui peuvent faire la différence » sont des personnes (physiques ou morales) importantes et influentes dans le processus décisionnel qui peuvent jouer un grand rôle dans la résolution de conflits. Les « personnes à suivre » sont ceux ou celles qui ont des rôles et attributions importants dans la gestion des conflits, mais qui n'accomplissent pas leurs rôles efficacement (soit faute de moyens ou/et manque de volonté dans l'accomplissement de leur travail). Cette catégorisation est tirée de la matrice d'influence utilisée lors des focus group de discussion et ce sont les personnes présentes durant ces focus qui ont sortis ces différents acteurs. Il est à noter que certains groupes/individus reviennent dans plusieurs catégories, car leur rôle peut changer selon le type de conflit.

**TABLEAU 4:** Résultats types par niveau d'influence tout conflit confondu

ACTEURS TYPES	NIVEAU D'INFLUENCE
Population en générale, personnes dépourvues, les nouveaux étrangers qui vont s'installer, les héritiers, les premiers occupants et les nouveaux propriétaires, les pauvres	Vulnérables
Commune, Fokontany, leaders et novateurs, personnes intellectuelles de retour au village, les notables, voisins, les forces de l'ordre, les opérateurs économiques, les malaso/dahalo	Personnes à suivre
Les autorités traditionnelles et locales (tribunal), les forces de l'ordre, les religieux, les Tangalamena <sup>13</sup> , les commerçants charitables, les propriétaires, étrangers, ONG, les riches, BIF	Personnes qui peuvent faire la différence
Population, les riches orgueilleux, les personnes déçues par la communauté, Commune, fokontany, association villageoise, les médias, les OSC locales, la famille, les forces de l'ordre	Les spectateurs

## 4. MÉCANISMES POUR LA PAIX

### 4.1. Capacités en résolution de conflits

Les processus de résolution de conflits au niveau communautaire se ressemblent. Plusieurs acteurs de différents niveaux se sont impliqués pour la résolution de conflits depuis la communauté au Tribunal (TPI et CA), selon l'ampleur et la nature de conflits. Il existe ainsi des structures traditionnelles et administratives de résolution de conflit. Pour les conflits communautaires (violence conjugale, vols mineurs, tapage nocturne...), la communauté a adopté une organisation sociale et des mécanismes/dispositifs pour une résolution plus locale [Cf. Schéma indiquant le processus commun de résolution de conflits des 14 Communes].

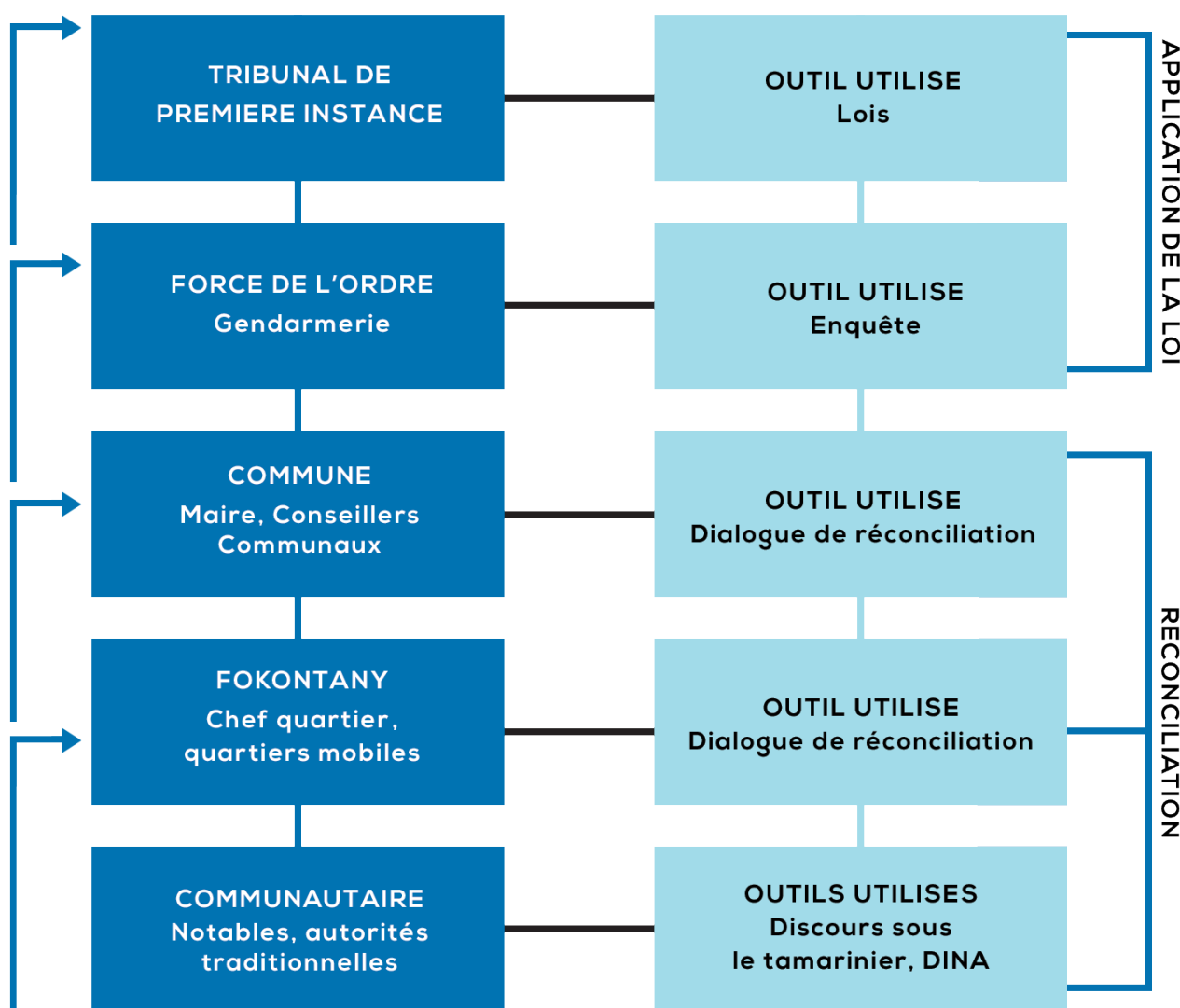
L'intervention des notables, dont l'appellation diffère d'une communauté à l'autre, est toujours sollicitée par les communautés. Les notables sont des hommes âgés qui sont respectés par les communautés car ils sont considérés comme le « gardien de la tradition » ; une bibliothèque vivante qui renferme tous les aspects de la vie quotidienne de la société comme l'historique foncière, les différents rites... Après convocation des parties en conflits, les notables locaux emmènent ces dernières vers le rapprochement ; la réconciliation se fait ensuite sur la base d'un compromis, négociation et accord.

13 Les aînés, les sages du village, ce sont également les autorités traditionnelles



Sinon, le conflit est référé pour résolution au niveau Fokontany avec l'aide des autres acteurs comme le président de dina, les quartiers mobiles ou l'assemblée générale du Fokontany, en cas d'échec. Si le résultat des deux premières étapes est satisfaisant, l'affaire sera réglée moyennant d'un paiement de droit par chaque partie avec établissement du procès-verbal y afférent pour certaines communautés, devant des témoins et notables, des autorités locales et des deux parties. Les étapes sont les suivantes : dialogue et écoute, proposition de réconciliation, délibération et engagement de ne plus rouvrir le conflit. S'il n'est pas encore résolu, les autorités à la base (notables, chef de Fokontany et les élus communaux) leur autorisent de remonter le conflit au niveau judiciaire (police ou gendarme ou directement au tribunal).

Pour les affaires pénales (crimes, vol de zébus), les victimes font recours, après avoir informé les autorités locales, au système judiciaire. Souvent, par manque de confiance aux éléments de force de l'ordre, la victime s'adresse directement au Tribunal concerné pour le traitement de l'affaire. Des possibilités de résolution à l'amiable existe encore, pour le vol des zébus, soit par la mise en application de dina ou par la saisie de la Gendarmerie. Il est partagé par les participants au FGD et à l'EI, au niveau des 14 Communes que le risque de la corruption est élevée, une fois que l'affaire est transférée à cette dernière.



## 4.2 Perception des différents acteurs sur la résolution de conflits

### PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE

En général, la population des cinq régions a des opinions mitigées sur la performance des forces de l'ordre. Les forces de l'ordre sont le plus appréciés dans les régions d'Anosy et Aloatra-Mangoro, tandis que le niveau d'in-

satisfaction est le plus élevé à Atsimo-Andrefana et Analamanga. A Androy la population est divisée entre 46% qui disent être satisfait, 31% qui ne sont pas satisfait, et 23% qui répondent ne pas savoir.

Individuellement, les personnes enquêtées disent souvent être satisfaites de l'intervention des forces de l'ordre mais les données qualitatives collectées à partir de focus group ont quelquefois contredit ces informations quantitatives.

Souvent les forces de l'ordre sont qualifiées de corrompus et les communautés disent qu'ils n'assurent pas les services de proximité. Ils ne viennent dans les Fokontany qu'en cas d'arrestation ou pendant les périodes électorales. Les gens disent aussi qu'ils sont plutôt préoccupés à la sécurité routière qui leur assure un complément de gain salarial.

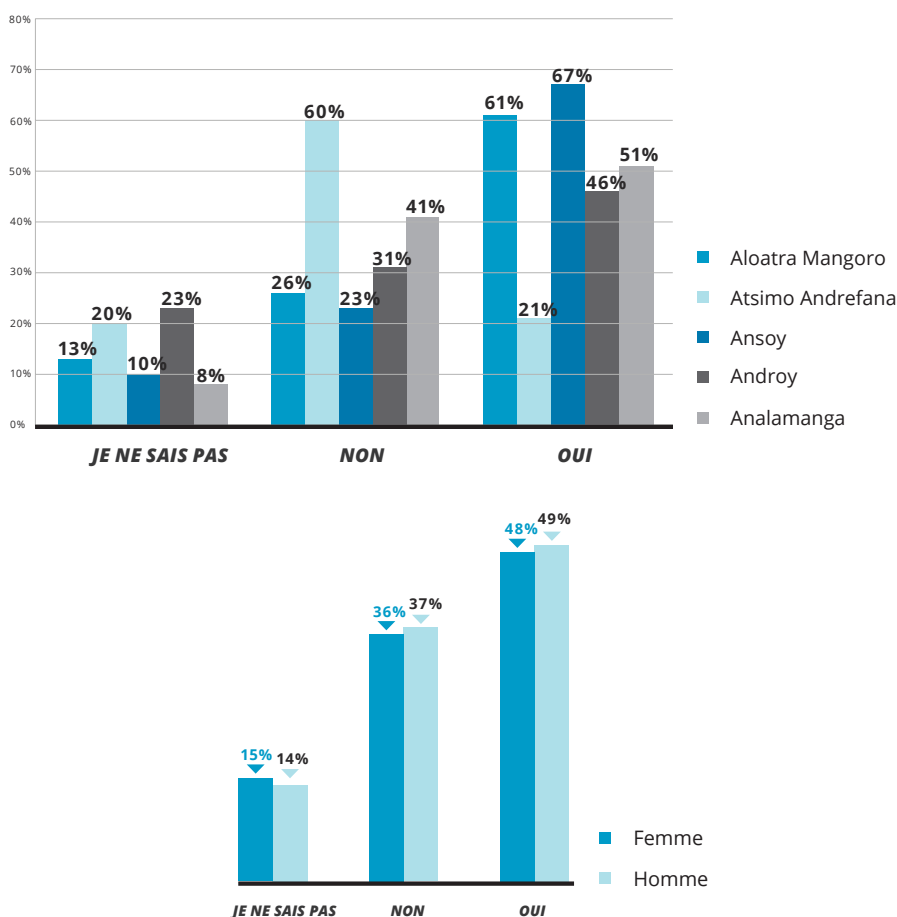
Dans beaucoup de régions, la méfiance vis-à-vis des forces de l'ordre est élevée ; les gens n'ont pas recours aux forces de l'ordre car ils craignent que cela puisse aggraver les conflits, et en tous cas, ils pensent que les forces de l'ordre servent seulement les intérêts des riches ou des personnes ayant du pouvoir. Les gens ont peur d'eux et ne comprennent pas leurs interventions ; ce qu'ils voient c'est la force/brutalité, les procédures et les lois que souvent ils ne comprennent pas. La fonction de prévention des forces de l'ordre est faiblement perçue par la population, et l'aide apportée n'est pas ressentie par la population dans la vie quotidienne.

« Elles travaillent pour les riches et l'argent »  
(habitant de St Augustin)

« Leur comportement n'est pas juste pour la communauté car ils les exploitent, et ils sont corrompus. Les forces de l'ordre font peur aux gens et ils ne peuvent pas compter sur leurs interventions » selon une habitante de la Commune Antanarika

Dans les réponses aux QI, il n'y a pas de différence remarquable entre les hommes et les femmes, mais dans les FGD les femmes sont celles qui se plaignent surtout des forces de l'ordre. Cependant, les personnes rencontrées sont de même avis que l'efficacité dépend toujours du commandant de brigade. Ils sont efficaces quand il n'y pas de corruption.

## PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE



## PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES AUTORITÉS LOCALES

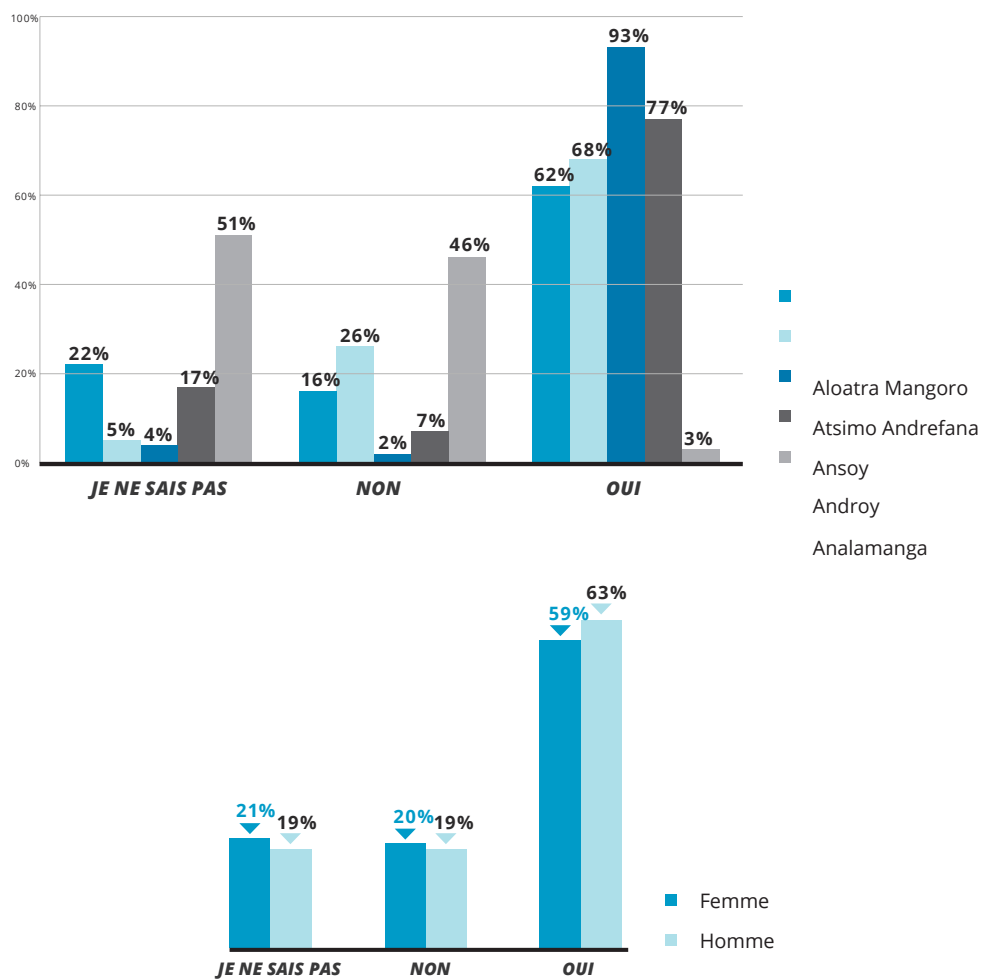
Dans toutes les régions, les interventions des autorités locales sont très bien perçues par la majorité des communautés. Le niveau de satisfaction est le plus élevé à Anosy (93%), suivi par Androy (77%). La seule exception ici est la commune de Mahitsy (région Analamanga) où seulement 3% dit être satisfait avec la performance des autorités locales, 46% n'est pas satisfait et 51% dit ne pas savoir.

La collaboration avec les chefs quartiers est fructueuse selon la plupart des communautés. Les chefs Fokontany sont souvent impliqués dans la résolution de conflits communautaires (conflit de voisinage, conflit conjugal). Avec les autorités au niveau de la commune, la relation est essentiellement marquée par la régularisation des questions administratives (état civil, légalisation des documents administratifs...). La commune prend ses responsabilités surtout dans la résolution de conflits fonciers. Les autorités locales protègent la communauté, ils administrent et maintiennent la cohésion sociale. Selon les communautés, les autorités locales s'efforcent de gérer les problèmes locaux à leur niveau. Ce sont les chefs Fokontany et les maires qui sont surtout sollicités. L'accent a également été mis sur l'importance des interventions des autorités traditionnelles.

Toutefois, la population dénonce des impartialités dans leurs jugements et craignent qu'il y a corruption surtout quand le « lalam-pirazanana » (ou héritage de pouvoir) entre en jeu. Certains membres de la population juge que les autorités locales ne disposent pas forcément des connaissances pour assurer la fonction mais grâce à leur appartenance clanique, ils accèdent au pouvoir.

En général, les hommes sont légèrement plus satisfaits de la performance des autorités locales que les femmes (63% vs 59%). Dans plusieurs régions, on a constaté un écart important entre les hommes et les femmes sur leur niveau de connaissance des actions des autorités locales.

## PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES AUTORITÉS LOCALES



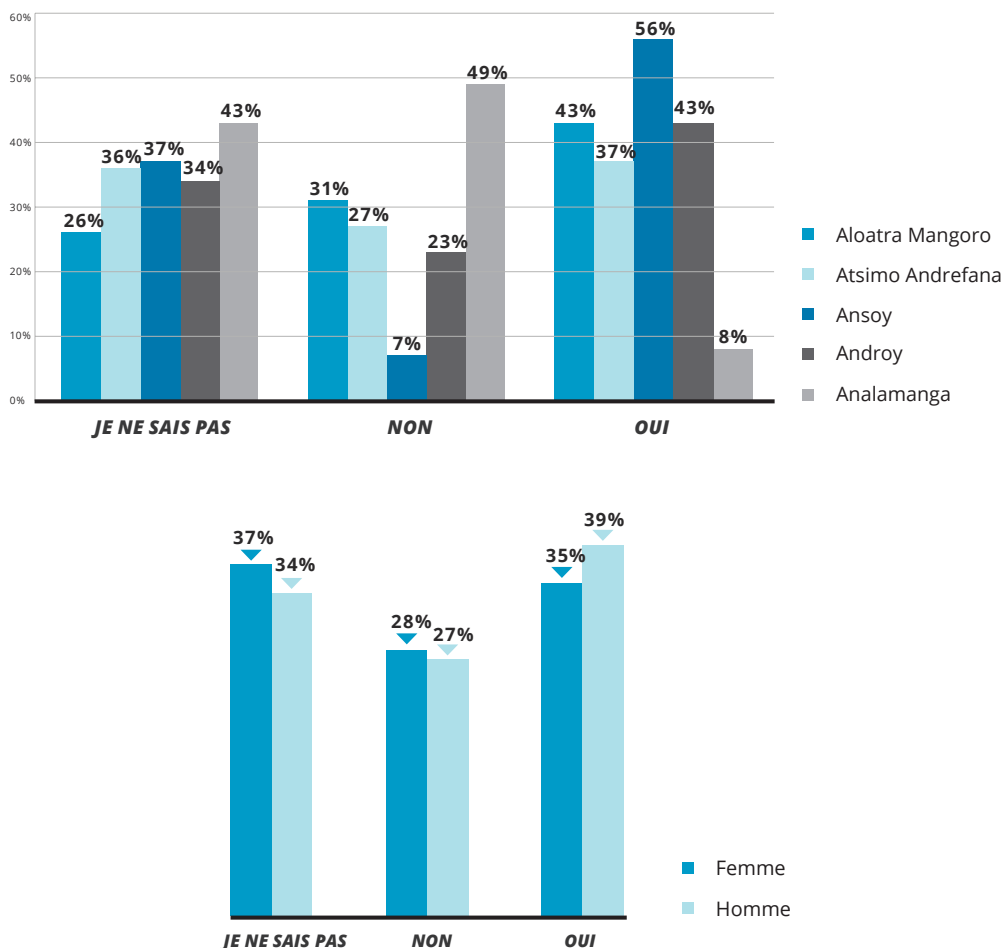
### PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES OSC

La perception de la population sur l'intervention de la société civile dans les communautés est assez mixte ; la notion de la société civile, ses missions, ses rôles et son importance sont encore sombres aux yeux de la population. La satisfaction sur leur intervention reste donc très moyenne. Le niveau de satisfaction est le plus élevé à Anosy (56%) et Alaotra-Mangoro et Androy (37% pour les deux régions). Et c'est encore à Mahitsy (région Analamanga) que le niveau de satisfaction est le plus bas : 49% dit ne pas être satisfait, et 43% dit ne pas connaître les interventions de la société civile. A Mahtisy, les OSC sont jugées très sectorielles et « membership » c'est-à-dire que l'organisation est mise en place par et pour les membres dans la promotion de leurs propres intérêts communs.

Une grande partie de la population apprécie que les différentes associations, ONG travaillent avec la communauté et connaissent leurs inquiétudes, leurs coutumes et leur niveau de vie. Par contre, une autre frange importante de la population, dit ne pas être satisfaite de leurs interventions, ou de simplement ne pas connaître les interventions de ces acteurs. La plupart des ONGs présentes dans les zones analysées ne sont pas impliquées directement dans la résolution des conflits mais elles focalisent leur intervention dans le cadre de développement socio-économique (sécurité alimentaire, agriculture, hygiène et assainissement...). Cependant, les OSC sont considérées comme acteurs à impliquer dans la promotion de la cohésion sociale et de la sécurité communautaire.

En termes de différence de genre, les hommes sont légèrement plus satisfait (39% vs 35% des femmes) et le % de femmes qui dit ne pas connaître les interventions des OSC est plus élevé que chez les hommes (37% vs 34%). Encore une fois, dans plusieurs régions les femmes semblent avoir moins d'informations sur les interventions des OSC, vu que les ONG ou associations privilégient les approches via les notables qui sont surtout des hommes.

### PERCEPTIONS SUR L'INTERVENTION DES OSC



### 4.3 Perception des autres acteurs par les communautés

#### PERCEPTION DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES POLITIENS

D'une manière générale, les communautés des 5 Régions considèrent que les politiciens sont là pour leurs propres intérêts. Les mauvaises pratiques des politiciens caractérisées par la défense des intérêts personnels, l'administration de pré-bande ou « favoritisme » ont érodé la confiance des gens aux hommes politiques et les ont emmenés vers un désintéressement généralisé aux affaires publiques. Ils/elles viennent seulement pendant la période de propagande pour distribuer des vivres et des T-shirts et pour promettre beaucoup de choses à la communauté. Une fois élus, ils ne reviennent plus, les promesses ne sont pas tenues. Ils/elles sont souvent la cause de la détérioration de la cohésion sociale.

---

*« Les politiciens sont visibles seulement pendant les propagandes et après nous ne les voyons plus. »* (habitant de St Augustin).

---

Aussi, cet acteur est catégorisé par la population comme « diviseurs » dans la communauté. Les politiciens ne sont pas neutres dans la résolution des conflits qui souvent s'aggravent avec leur intervention. Les gens constatent des abus de pouvoir de certains politiciens quand ils/elles sont en conflits avec la population afin de protéger leurs intérêts.

#### PERCEPTION DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES MÉDIAS

Les médias sont importants et influents mais il y a peu de journalistes qui passent dans les communautés d'intervention du PAPRECOP pour recueillir les informations locales. Généralement, la population locale réserve la fin de la semaine pour suivre les actualités nationales à travers les radios préférentielles de chacun mais le problème de l'électricité limite l'écoute de la radio.

#### PERCEPTION DE LA POPULATION SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

Avant, la population a beaucoup participé aux activités communautaires. Cette participation est progressivement perdue pour différentes raisons telles les pratiques des politiciennes, l'introduction de l'HIMO qui habitue la population à être payé même si la mobilisation communautaire vise à promouvoir et défendre leur intérêt. Cependant, la participation citoyenne est acquise si elle est l'initiative des notables/leaders locaux. Le "dina" (convention collective) reste encore un moyen pour renforcer l'engagement citoyen aux travaux d'intérêts généraux car ceux ou celles refusant les activités communautaires seront pénalisés.

Les gens ne connaissent pas la notion de citoyenneté et ils connaissent mal leurs droits en tant que citoyen mal-agasy. Les connaissances se limitent au droit de voter et d'avoir un CIN. Il n'y a pas vraiment d'espace permettant à la population de s'exprimer librement sur des sujets de gouvernance et de développement local surtout pour les jeunes et les femmes.

#### PERCEPTION DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES RELIGIEUX

En général, l'intervention des autorités religieuses est ainsi limitée dans le cadre de leur église. D'après les gens, les religieux tentent toujours de résoudre les conflits de leurs fidèles. Ils sont importants et influents. Ils s'occupent surtout des affaires conjugales de leurs membres et leurs conflits. La population voit les religieux très actifs dans la prévention des conflits. Des campagnes de sensibilisation communautaire pour la lutte contre la drogue et l'alcoolisme et pour la consolidation de la paix sociale sont réalisées par des religieux. Quand les religieux sont mobilisés dans la résolution de conflits, ils mènent la médiation sur la base des valeurs chrétiennes. Ils sont écoutés et efficaces selon beaucoup de communautés. Les conflits domestiques et conflits locaux (bagarre, injure...) sont surtout leur domaine d'intervention.

### 4.4 Espaces de dialogue

Chaque communauté a son propre espace de dialogue. Ceux-ci sont opérationnalisés pour débattre les affaires communautaires telles le conflit local, la sécurité locale, les divers événements (rencontres sportives, travaux communautaires ou d'entraide). Tous les participants aux sessions de diagnostic de conflits accordent une importance capitale à l'espace de dialogue pour le renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Il existe

également d'autres dialogues communautaires plus officiels comme l'Assemblée générale de Fokontany ou le Conseil communal. En général, les rencontres ne se font pas de manière périodique mais plutôt ponctuelle selon le cas. Dans les 14 Communes, les réunions de fokonolona, du Fokontany et le Conseil communal sont les principaux espaces de dialogue dans lesquels la participation de la population locale est effective. La corruption, la méfiance entre les membres de la communauté, le non-respect de décisions sont à l'origine de la mise en jeu de l'intégrité et de la notoriété des réunions et de rencontres communautaires.

## 5. MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE

### 5.1. Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par population

D'une Commune à l'autre, la population locale a adopté leur propre système d'alerte précoce pour veiller à la sécurité communautaire selon le niveau et l'ampleur d'insécurité. Pour les Communes qui doivent faire face à des attaques organisées et armées, perpétrées par les « dahalo », et dénommées « zone rouge », les communautés s'organisent pour combler la défaillance de l'Etat en matière de protection des citoyens et de leurs biens. Atsimo Andrefana fait recours au service de sécurité privée de « jama » ou jeunes anti-malaso/dahalo pour assurer la protection du village. Dans la Commune de Tranomaro de la Région ouest d'Anosy, la colonne de sécurité ou « kalony », composés des jeunes malaso/dahalo convertis, rendent service à la communauté en veillant à la sécurité communautaire. Ils sont aidés par la police communale. Pour ce faire, les sifflets et les cris d'alerte (Koike) sont les principaux moyens utilisés.

Pour les Communes appuyées par ses partenaires techniques et financiers, des mécanismes d'alerte sont mis en place. Le PNUD a ainsi appuyé respectivement les Communes rurales de Milenaka et Saint Augustin de la Région d'Atsimo Andrefana, d'Antaritarika et Marolinta de la Région d'Androy et de Mahitsy d'Analamanga avec la création d'un réseau de Comités Locaux d'Alerte Précoce (CLAP). La Commune rurale de Mandromondromotra de la Région d'Anosy a bénéficié de la mise en place d'une structure de prévention de conflits mise en place par Qit Minerals Madagascar ou Q.M.M.

Hormis ces appuis fournis par les partenaires, toutes les Communes renforcent l'organisation communautaire selon leurs propres moyens pour veiller à la sécurité des biens et des personnes. En effet, le CLAP ne touche que quelques Fokontany au sein de la Commune et pour certaines, la couverture du réseau téléphonique fait défaut ou le système de coding via SMS n'est pas maîtrisé par les membres des CLAP, ce qui fait que le mécanisme n'est pas opérationnel comme le cas d'Antaritarika et Marolinta. Quelques fois le retard de réponse des Pools de Réponse Rapide met en jeu l'efficacité du mécanisme comme le cas de Saint Augustin où un des membres du CLAP témoigne que « les forces de l'ordre ont répondu, nous n'intervenons pas pendant pas pendant la nuit ». Les Communes adoptent le comité de vigilance locale ou « andrimasom-pokonolona » ou « jado » dans chaque quartier où une troupe composée des jeunes hommes assure la surveillance nocturne du Fokontany, à tour rotatif. Une contribution des ménages dans le Fokontany assure le maintien de cette mesure pour laquelle la collaboration avec les forces de l'ordre est indispensable pour remonter les informations. Ce mécanisme présente certaines limites mettant en cause sa durabilité, et son efficacité. Certains ménages ne contribuent pas au fonctionnement de ce comité ; les membres d'Andrimasom-pokonolona ou jado ont posé des questions sur la légitimité de leur action et leur prise en charge par l'Etat en cas de blessure pendant la garde.

Enfin, la collaboration entre les communautés et les forces de l'ordre existe pour la sécurité communautaire. Des mesures et des actions sont mises en œuvre mais on constate également des contraintes dans la réalisation. Le manque de ressources et la pratique de corruption sont maintes fois soulevés par la population ; ceux-ci mettent en question l'efficacité des interventions des forces de l'ordre.

Ces mécanismes existants sont adoptés par les communautés pour faire face à la recrudescence des cas d'insécurité pour laquelle la réponse de l'Etat n'est pas suffisante voire absente. Ils présentent certaines limites et des risques. Les attaques à mains armées sont de plus en plus mortelles et les jeunes assurant la ronde et patrouille de sécurité sont exposés à des actes mortels des bandes organisées, d'une part. Cet engagement citoyen des jeunes peut virer à des actes illégaux s'ils interceptent des voleurs, d'autre part. La justice populaire ou la « vindicte populaire » devient pratique courante pour se défendre et pour intimider les réseaux des malfaiteurs.



## 5.2 Perception de l'utilité et l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce

Face à l'ampleur de l'insécurité au niveau national, la population ressent le besoin de la mise en place d'un mécanisme d'alerte pour qu'elles puissent faire face à tout risque éventuel menaçant leur sécurité. Cependant, ces mécanismes ne sont pas toujours accessibles à tout le monde car il demande des investissements de la part des ménages (financiers et humains) avec les risques auxquels les membres du comité de vigilance sont exposés.

Concernant le mécanisme CLAP, la population locale le juge utile mais pour être efficace la réponse devrait être immédiate et le CLAP doit couvrir tous les Fokontany avec une couverture du réseau téléphonique améliorée. Enfin, la collaboration avec les forces de l'ordre est à améliorer.

## 6. RECOMMANDATIONS

### 6.1. Pour la communauté

- Améliorer la qualité de **dialogue et de communication** entre les autorités locales et les administrés dans la gestion des conflits. Ex : créer des opportunités de dialogues (émission radio, débat public, dialogue communautaire etc.)
- Renforcer la **redevabilité** au niveau des autorités
- Faire une **sensibilisation sur la cohésion sociale** et une **éducation civique** au niveau de la population
- **Faire participer plus les jeunes** dans la vie de la communauté sur la résolution de conflit
- **Préparer la relève des aînés** et discuter avec les jeunes des **valeurs communautaires**
- Prioriser les **solutions locales** dans les résolutions de conflits : avant la saisie des services officiels mais assurer la capacité et l'équité dans les différentes étapes du processus
- Voir **ensemble** comment améliorer la collaboration avec les forces de l'ordre et les systèmes locaux existants ainsi que sa pérennité
- Renforcer et appliquer **le Dina** mais avec un cadrage de la loi

### 6.2. Pour SFCG et le projet PAPRECOP

- Focaliser **les actions au niveau des principaux acteurs de sécurité** : population, forces de l'ordre, OSC et autorités locales
- **Renforcer les capacités des dirigeants et notables** dans la gestion des conflits et dans la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité
- **Renforcer l'éducation civique** au niveau de la population
- **Valoriser et accompagner les responsabilités des notables et des autorités locales** dans le dialogue communautaire sur les questions de sécurité et de paix pour augmenter la crédibilité et la confiance communautaire
- Rendre **plus visible** pour la communauté **l'engagement** des forces de l'ordre dans la prévention des conflits et l'éducation citoyenne à travers de meilleures communications et des opportunités de dialogues entre les membres de la communauté et les forces de l'ordre
- **Former et accompagner les notables et les autorités locales** (y compris les forces de l'ordre) pour mettre en place un plan local de paix et de sécurité communautaire réaliste avec toutes les parties prenantes
- Accompagner la mise en place de relations de **collaboration entre les forces de l'ordre et les autres intervenants dans la sécurité et la communauté**, de jour comme de nuit

- Renforcer la sensibilisation et l'éducation des jeunes et leur donner un espace de dialogue leur permettant de s'exprimer et de se comprendre (création des infrastructures sportives en tant que terrain d'entente pour les adversaires)
- Renforcer la **sensibilisation sur la bonne gouvernance au niveau des autorités locales** (Fokontany, Commune, District, Région) afin de garantir la transparence et la redevabilité en tant qu'outil susceptible de prévenir les conflits inhérents à la corruption, impunité et aux abus de pouvoir
- Renforcer la collaboration avec les médias et les autorités locales dans l'objectif de sensibilisation et d'éducation (production des émissions radiophoniques sur les thématiques telles que la résolution des conflits, lutte contre la corruption, consolidation et maintien de la paix)
- **Capitaliser et mettre** à l'échelle District l'approche « **Common Ground** » pour améliorer la gestion et prévention de conflits

### 6.3. Pour les PTF et pour les autres intervenants : ONG, OSC, etc.

- **Soutenir la lutte** contre les problèmes liés à l'insécurité
- Promouvoir la **complémentarité et l'harmonisation des aides** pour ne pas créer des doublons ou provoquer des dépendances
- Assurer une **information transparente et accessible** sur tous les projets mis en œuvre dans les communes pour minimiser la corruption ou le favoritisme :
  - Réunion communautaire de démarrage de projet
  - Information sur l'évolution et sur les résultats du projet
  - Information sur les critères de participation dans le projet
- Voir la possibilité **d'améliorer l'emploi et la formation** en général dans les Régions pour les jeunes et les femmes, y compris recrutement local. Des plaidoyers doivent être menés par la société civile auprès des autorités locales/nationales et des partenaires techniques et financiers pour les formations professionnelles
- **Valoriser les structures communautaires** (comité des sages, Jado etc) dans la mise en œuvre des projets de développement

### 6.4. Pour l'Etat malagasy

- Pour le **conflit foncier**, mettre en place une structure décentralisée des services de domaines et topographiques qui pourrait aider la communauté à connaître les droits fonciers et aussi de savoir les procédures relatives au bornage et titrage de terrain. Pour ce faire, l'état doit renforcer les sensibilisations et les informations sur les différentes lois notamment les statuts fonciers et leurs applications, ainsi que renforcer les structures d'encadrement et de coordination telles que les BIFs et relancer les projets de bornage gratuit pour les conflits fonciers.
- Développer une **politique de désenclavement des zones à haut risque d'insécurité** par l'amélioration de système de communication (réseaux téléphoniques, réception radio, infrastructure routière) ; construction des pistes reliant les Fokontany et améliorer les infrastructures : électrification rurale, infrastructures sportives et de loisirs
- Mettre en place une **stratégie pérenne pour la lutte contre les dahalo** dans le respect des droits de l'homme
- Intensifier la **lutte contre la corruption et améliorer la transparence** en général et particulièrement sur le foncier ; sanctionner les éléments des forces de l'ordre qui ont un mauvais comportement (corruption, abus de pouvoir, etc.) pour rassurer la population qu'ils sont de leurs côtés
- Développer une **politique nationale d'éducation citoyenne** et de la culture de démocratie à Madagascar et

promouvoir au niveau central la promotion d'élite gouverneur et politiciens « modèle » : dans la gestion, la redevabilité et le fihavanana<sup>14</sup> etc.

- Accompagner et **renforcer les systèmes d'alerte précoce communautaire** et les mécanismes de réponses pour plus d'efficacité ; mieux encadrer les initiatives de sécurité communautaire (ex. Jama et autres structures d'auto-défense) pour éviter les dérives
- Intensifier la **lutte contre le trafic de drogue, l'alcool, le trafic des armes à feu** par les forces de l'ordre ;
- Renforcer la **collaboration des forces de l'ordre et du système judiciaire** pour axer plus sur la prévention des conflits et des crimes (sensibilisation)
- **Créer des emplois** pour les jeunes et les femmes et encourager l'entrepreneuriat local pour les étudiants sortant
- Renforcer le **déploiement géographique équitable des forces de l'ordre** et permanent surtout dans les communautés éloignées avec les moyens nécessaires et mettre en place un poste avancé de gendarmerie dans les fokontany sensibles ou au moins dans chaque commune

## 7. BIBLIOGRAPHIE

- Rapport de précision : ONG SAHA (Soa Afafy Hampahomby ny ho Avy) sur la « promotion des moyens de subsistance durables dans les régions menabe, androy, analamanga ». Janvier 2015
- Monographie de la Région Alaotra Mangoro, sur le site développé par le CREAM monographiemada.com
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015
- Plan Communal de Développement de la Commune de Mahitsy, 2008
- Monographie communale de Mahitsy, 2013
- Monographie de la Région d'Antananarivo, juin 2003, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Unité de Politique de Développement Rural-UPDR
- Monographie Région Analamanga, CREAM, fév. 2013
- Evaluation du Programme MSDLCP- Rapport Final, RANDRIAMAHALEO Tsimahalaha, mai 2014
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015
- « Le Sud : cimetière de projet » (disponible en ligne : [www.hayzara.org/.../LE+SUD+CIMETIERE+DE+PRO...](http://www.hayzara.org/.../LE+SUD+CIMETIERE+DE+PRO...))
- Rapport de précision : ONG SAHA (Soa Afafy Hampahomby ny ho Avy) sur la « promotion des moyens de subsistance durables dans les régions menabe, androy, analamanga ». Janvier 2015
- Monographie de la Région Androy, (disponible en ligne : [http://www.monographiemada.com/monographie.php?t=1\\_1&p=1&region\\_code=61](http://www.monographiemada.com/monographie.php?t=1_1&p=1&region_code=61)) ;
- Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA), Madagascar Publié par le Centre d'études sur les Conflits, le Développement et la Paix (CCDP) Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement. The Graduate institute, Geneva. Site web : <http://www.graduateinstitute.ch/ccdp>
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015
- Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche, UPDR Monographie de la Région Anosy, juin

2003

- Projet Pôle Intégré de Croissance (PIC), évaluation de l'impact environnemental et social du pôle de Fort Dauphin, vol 2, chapitre 4 et 5, version finale 2005
- Monographie de la commune Tranomaro
- Monographie commune Mandromondromotra
- Monographie commune Manantenina
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015
- Monographie Région Atsimo Andrefana, CREAM (Centre De Recherches, D'études Et D'appui A L'analyse Economique À Madagascar) février 2013
- Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA) Madagascar –Centre on conflict, development and peacebuilding – 2010
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015
- Rapport National Madagascar – Analyse de la pauvreté des enfants à Madagascar – 2010 UNICEF
- Rapport d'activités projet MAZAVA septembre 2015